

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

*Il y était une fois...
Il ya tout juste 20 ans*



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

Assemblée générale Ihs
17 décembre 2015
page 4



Il y était une fois... Il ya tout juste 20 ans
22 décembre 2015
page 13



1995-2015 retour sur un anniversaire
Association Périphéries
page 32



Tous ensemble à Albi
12 décembre 2015
page 35



CAHIER N° 56
1^{ER} Trimestre 2016

Edito : Patrick Chamaret

page 3

Compte-rendu de l'AG du 17 décembre 2015 ; **Bureau élu.**

page 4

L'institut est en deuil : hommage de Bernard Thibault
à Jean-Paul Lahouse

page 12

Compte-rendu du colloque « Il était une fois...

Il y a tout juste 20 ans » : Patrick Chamaret, Christiane Roulet

page 13

Morceaux choisis : Christiane Roulet

page 31

Retour sur un anniversaire : Une initiative de l'association
« Périphéries » : Tanguy Perron

page 32

Tous ensemble à Albi : Daniel Auberger

page 35

Erratum au Cahier n°54 du 3^e Trimestre 2015 - (Le cahier N°54 mis en ligne a été corrigé)

«Processus historique relatif à la représentation du personnel et au droit syndical dans les chemins de fer».

Page 2 : Après le titre «J. Moineau» remplacé par **Jany Moineau**

Page 16 : 2^e colonne, 26^e ligne, « adoptée en décembre 1997 » remplacé par « adoptée en décembre 1897 ».

Page 38 : Chapitre 6.6, sous la photo :

- 1^{ère} colonne, ajout texte « **Après l'élection de l'Assemblée Constituante** en octobre 1945 ... »

- 2^e colonne, , ajout texte : « *marche générale de l'entreprise, un droit d'information obligatoire, l'assistance d'un expert-comptable ...* »

Page 41 : Encart couleur sur le texte : « Comités d'entreprise ou Comités Mixtes ? Pourquoi et comment ? »

Page 42 : Encart couleur sur le texte : « les élections de 1948 au C.A. de la Caisse de Prévoyance » + le renvoi ⁶²

Rédaction :

Ihs Cgt Cheminots.

Conception :

PAO Cgt fédération des cheminots

Impression :

Rivet

Photos couverture et pages intérieures : « Sources photos et documents de ce cahier : IHS Cgt des cheminots ; Pascale Lalys ; André Lejarre (P32) ; David Metra (p.33) ; Nina Gripe (p.34)

263, rue de Paris - case 546 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 55 82 84 40 - Fax 01 48 57 10 36 - Ihs@cheminotCgt.fr

Les cahiers de l'Institut - ISSN : 2101-3721

A chaque fois, la publication d'un cahier de l'institut nous offre le plaisir de sillonner notre histoire. Que ce soit celle de la corporation, du mouvement social cheminot, comme tout autant celle de la fédération et de l'entreprise dans leurs rares convergences et surtout dans les multiples confrontations qui ont cadencé leurs rapports. Dans ce nouveau cahier, vous en retrouverez tous les ingrédients au travers des deux thèmes essentiels qui y sont développés.

D'abord notre dernière assemblée générale, qui au-delà de son bilan d'activités présenté aux adhérents a tracé avec eux un certain nombre de thèmes que vous explorerez avec nous tout au long de l'année 2016.

Nous évoquerons le tournage de la bataille du rail, film primé au festival de Cannes de 1946 en rappelant ce que fut notre apport au tournage et ses lacunes et insuffisances au regard de la résistance cheminote. Puis nous marquerons le 80^{ie} anniversaire des brigades internationales lors de la guerre civile en Espagne républicaine et là aussi ce que fut l'apport de la fédération et des cheminots, apport qui se prolonge aujourd'hui avec notre participation à l'édification d'une statue sur le parvis de la gare d'Austerlitz inaugurée le 22 Octobre prochain.

Le centenaire de la fédération sera aussi l'événement qui marquera le congrès fédéral de janvier et toute l'année 2017. L'Ihs prendra part à ses différentes formes d'expression

Le second grand thème de notre cahier prolonge le précédent sur la grève de 1995, son amont, son déroulement, son après, et ses enseignements qui sont encore autant de richesses pour aujourd'hui. Nous rendons compte le plus fidèlement possible des 4 heures de débats de l'initiative du 22 décembre dernier, où de jeunes cheminots, militants et nouveaux dirigeants de nos syndicats et secteurs ont écouté et dialogué avec les acteurs de l'époque dans leur diversité de responsabilités. Cette rencontre a établi un relai et une transmission qui ne peuvent que porter leurs fruits dans l'avenir.

Plusieurs autres initiatives autour de ce mouvement de 95 ont eu lieu, que ce soit avec nos camarades de l'association « Périphérie » en région parisienne, mais aussi sur la région Toulousaine et d'autres encore qui en ont montré la vivacité dans les mémoires et l'espoir de le revivre à nouveau dans les conditions d'aujourd'hui.

Alors à vous toutes et tous, bonne lecture et bonnes réflexions !

Patrick Chamaret - Président de l'Ihs

Compte-rendu de l'assemblée

Extraits de l'introduction de Patrick Chamaret, président de l'Ihs Cheminot.



© Pascale Lalys

« C'est toujours un plaisir de vous retrouver. Vous êtes ceux et celles par qui l'institut vit, mène son activité et développe son audience pour permettre la transmission de notre mémoire collective et ainsi témoigner

de l'importante contribution de la Fédération et de la corporation cheminote dans son ensemble à l'histoire sociale, économique et politique, en France comme en Europe et au plan international du fait de ses affiliations.

Nous n'avons pas pour vocation de nous mêler ni d'intervenir sur l'actualité, laissant cette partie aux acteurs sociaux et politiques en responsabilités aujourd'hui. En l'occurrence la confédération et la fédération au plan syndical.

Mais nous ne pouvons être indifférents à cette actualité qui donne un ton inquiétant au sens que prend l'histoire de notre pays.

Les moments dramatiques et graves que vit notre pays, que ce soient les attentats terroristes du 13 novembre dernier ou les dernières élections politiques régionales qui mettent en danger notre démocratie et nos valeurs républicaines.

A chaque fois que notre pays a connu l'état d'urgence dans son histoire s'est enracinée la répression pour un certain temps voire un temps trop long. Certes il vise d'abord et à juste titre les terroristes, mais il touche tout le monde.

Il nous appelle à la vigilance car il peut, comme de trop nombreuses fois dans le passé, cadenciser aussi la démocratie, les luttes et les velléités de changements qui s'expriment dans la vie sociale et politique.

Les résultats des élections régionales, qui ont subi la forte influence des attentats, mais pas que, sont encore une fois le signe de la grave crise démocratique et sociale que traverse notre pays.

Vous en connaissez les contours, le chômage, la précarité, et les reculs sociaux, la mise en concurrence des territoires qui accentue les inégalités et la relégation de certains. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation, les impasses des politiques libérales et austéritaires menées en Europe offrent un boulevard au repli nationaliste et à la préférence nationale. La fuite en avant dans la dérive sécuritaire est une impasse qui conduit à normaliser le discours de l'extrême droite.

S'il y a une urgence, c'est bien que les leçons soient tirées tant par le gouvernement qui a renié nombre de ses promesses, que par l'ensemble des partis républicains.

Le syndicalisme en général, et celui que nous portons est aussi interpellé par ce résultat et le prochain congrès confédéral devra être à la hauteur de ses responsabilités.

En tant qu'institut d'histoire sociale, nous ne pouvons nous contenter de seulement regarder, car c'est notre riche histoire collective qui est heurtée par cette tournure dramatique alors qu'elle nous donne tant de ressources et de leçons à tirer de son passé, de ses combats pour juste-

ment éclairer le présent et envisager l'avenir sous un autre angle.

Nous devons en extraire autant de pistes à explorer dans notre domaine de compétence pour les jours, semaines, mois et années à venir et ainsi apporter notre contribution à cet effort collectif. »

Nos vecteurs essentiels sont nos cahiers mais aussi nos initiatives et notre site, alimentés par nos archives, uniques en leur genre.

C'est aussi porter une attention particulière à toutes les expressions syndicales nouvelles, notamment numériques qui envahissent notre quotidien et nos rapports aux cheminots, aux syndiqués, à coups de clic et qui se perdent sur les messageries, les disques durs ou autres clés Usb, effaçant ainsi toute trace archivistique de l'activité syndicale et de communication, comme on jette un kleenex, jetant ainsi un peu de nous-même !

Il ne s'agit pas de déplorer et encore moins condamner ce moyen de communication et de circulation de l'information, mais de l'intégrer dans notre politique d'archivage à tous les niveaux de nos structures pour que leurs contenus demeurent et laissent leurs marques dans l'histoire. Au risque de s'effacer de nos mémoires comme un Alzheimer collectif et sonner une fin de l'histoire dont politiquement certains rêvent d'ailleurs.

Pour la prochaine année, nous pourrions avec vous envisager des pistes de travaux pour vous associer, du moins ceux qui le souhaitent.

générale du 17 décembre 2015



© Pascale Lalys

L'année 2015 a été marquée par les multiples initiatives autour des 120 ans de la Cgt.

L'ambition était de présenter un portrait historique de la Cgt, fait de touches significatives. Toutes les avancées sociales des travailleurs ont vu le jour par les luttes des travailleurs et l'engagement de la Cgt à leurs côtés. La modernité et l'ambition sociale ont toujours été du côté des travailleurs que ce soit la journée de 8 heures en 1919, les congés payés en 1936, la cinquième semaine de congés payés et la retraite à 60 ans en 1981, les 35 heures, autant d'avancées qui vont dans le sens de l'histoire.

Au-delà de l'exposition en résidence à Montreuil ou celles itinérantes, ce sont des multiples initiatives, débats ou colloques autour de différents thèmes du champ syndical qui ont permis de visiter les positionnements de la Cgt tout au long de son histoire, de sa jeune histoire, 120 ans, comparés aux 2015 années de l'ère moderne... Et aux 226 de l'histoire moderne ! (qui commence en 1789 avec la révolution française).

Notre propre activité s'est inscrite dans cette année qui se termine avec l'événement important qu'a été la grève de novembre/décembre 1995 dans le pays et particulièrement dans notre corporation.

Les adhérents de l'institut ont tous reçu le cahier n°55 qui n'a pas vocation à être un simple souvenir, témoignage ou commémoration. Bien au contraire, notre volonté est qu'il serve là encore, à la réflexion de tous sur la construction des luttes et « qu'il soit un outil à disposition des jeunes adhérents dans leur parcours syndical. » comme le rappelle Gilbert Garrel dans la préface.

Nous avons voulu saisir l'occasion, tout juste 20 ans après, pour revenir sur cet événement majeur en rappelant ses origines et sa construction, les principales qualités qui l'ont caractérisé, les succès immédiats et différés qu'il a engendrés, ses limites aussi.

Sur tous ces aspects, il nous semble que nous pouvons tirer aujourd'hui, avec le recul nécessaire, des enseignements intéressants et utiles pour le mouvement social en général et plus spécifiquement pour les cheminots et les militants de notre organisation dans la période difficile qu'ils traversent aujourd'hui.

Nous pouvons nous appuyer sur ce que nous avons vécu pour mettre en relief le fait que toutes les luttes sont utiles, celle-ci mais aussi celles qui ne se concluent pas toujours par des succès. Toutes entretiennent l'idée de résistance et contribuent à préparer les mouvements de plus grande ampleur.

C'est ainsi que des initiatives se sont déroulées, auxquelles vous avez peut-être participé, ou vont encore se dérouler dans des régions ou localités, et au plan national comme le mardi 22 décembre à Montreuil.

NOUS AVONS UN CERTAIN NOMBRE DE PROJETS POUR 2016.



© Pascale Lalys

NOTRE SITE INTERNET

Le site de l'institut a beaucoup vieilli en 10 ans et les normes ont bien changé. Il avait été réalisé en technologie de pointe, voire avant-gardiste à l'époque mais quasiment abandonnée depuis. Entre autre, elle est aujourd'hui incompatible avec la marque la plus utilisée de Smartphone et de tablette ni avec les formats d'écrans actuels. Impossible dans sa configuration technique et graphique actuelle d'envisager une évolution. Nous sommes d'ailleurs preneurs de vos attentes, remarques, suggestions et propositions d'améliorations et nous proposons d'intégrer quelques camarades adhérents au groupe de travail et de réflexion sur cette évolution et pour rencontrer les concepteurs du site.

LE MAITRON

Le Maitron est un ensemble de dictionnaires biographiques, aussi imposant que précieux qui rassemble les notices et biographies de dirigeants, personnalités mais aussi des obscurs, des sans-grades, militants peu connus dont l'action a contribué à faire l'histoire du mouvement ouvrier et social.

Nous avons rencontré Claude Penetier, qui est le responsable de l'équipe du Maitron et proposons de compléter les derniers travaux menés sur les militants de notre corporation « cheminots et militants », ouvrage paru en 2003 et qui couvrait la période jusqu'en 1982 et rassemblait 9500 biographies de cheminots (toutes sensibilités réunies)

Il y a des actualisations à réaliser sur des biographies, notamment des dates de décès et quelques corrections à apporter. Une action pourrait être d'intégrer les correspondants régionaux par l'organisation d'une journée d'étude sur le Maitron et ses différents dictionnaires (64) dont le dernier sur celui des fusillés et mettre en place un groupe pour les mises à jour du dictionnaire de cheminots. Une autre action pouvant être de franchir une nouvelle étape, au-delà de 1982. Mais pour cela il nous faudrait trouver la volonté et les moyens de sa réalisation.

LE FRONT POPULAIRE

Le Front populaire : Nous sommes sollicités par le musée d'histoire vivante de Montreuil pour participer à l'initiative qu'il organisera sous forme d'exposition accompagnée d'un cycle de conférences dans le cadre des 80 ans du Front Popu-

laire en 2016. Le musée de l'Histoire vivante a ouvert ses portes au public pour la première fois le 25 mars 1939. Il présente aujourd'hui des expositions temporaires à partir de ses collections de manuscrits, gravures, etc couvrant différentes thématiques telles que la Révolution Française, le 1^{er} Empire, l'Affaire Dreyfus, Louise Michel, la résistance et la déportation, ou encore le mouvement ouvrier

Nous avons décidé de participer à ce projet en nous intégrant au cycle de conférences sur les conquêtes du front populaire sur le thème « autour de la création de la Sncf et les débats d'alors sur la nationalisation ». Notre camarade Pierre Vincent, pilotant cette contribution. Nous vous ferons bien évidemment connaître le programme de l'initiative quand il sera arrêté pour vous permettre de vous y inscrire.

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

La journée nationale de la résistance se déroulera le 27 mai 2016

Nous vous invitons à marquer l'événement en vous inscrivant dans les initiatives qui sont prises sur vos territoires ou que vous pouvez initier sous des formes les plus variées et les publics les plus divers allant bien évidemment des cheminots aux scolaires et vers d'autres associations etc. La diversité des associations participantes doit nous inciter à être présents pour bien marquer le rôle de la corporation. Pour Paris, nous proposons que cette initiative soit animée par les correspondants des secteurs parisiens et nous faisons appel aux volontaires, sinon on les sollicitera ardemment. L'initiative se déroulera place de la mairie du 19^e arrondissement autour d'un village des associations et différentes animations culturelles et cérémonies commémoratives.

LES CAHIERS DE L'INSTITUT 2016

Les cahiers de l'institut, pour l'année pour 2016 :

Le N°56 du premier trimestre 2016 (Parution en mars) reviendra sur l'assemblée générale et les initiatives sur le mouvement de 1995

Le N°57 du second semestre 2016 (parution en juin 2016) sera consacré aux 70 ans du festival de Cannes et sur le tournage de la bataille du rail, en partenariat avec le Musée National de la Résistance.

Le N° 58 du troisième trimestre 2016 (parution en septembre) sera consacré aux brigades internationales dans le cadre du 22 octobre 2016 qui marquera les 80 ans du décret créant les brigades internationales. À cet effet se déroulera l'inauguration d'une statue intitulée « L'apporteur d'espoir » dont la réalisation a été confiée au sculpteur de renommée internationale Denis Monfleury.

Le N° 59 du Quatrième trimestre (parution en fin décembre) sur le centenaire de la fédération des cheminots s'intégrera dans les initiatives qui marqueront cet événement notamment dans le cadre du congrès fédéral qui se tiendra du 17 au 21 janvier 2017.

Pour ce centenaire, nous pourrions collectivement soutenir « un challenge » Nous partons d'un bon pied puisque la situation de notre association en adhérents est en augmentation. Nous vous proposons de nous donner l'objectif des 1000 adhérents pour les 100 ans de la fédération en janvier 2017 et de prendre les mesures pour les atteindre, dans la diversité de nos situations et des initiatives que vous saurez prendre. Certes symbolique, mais démarche nécessaire qui nous fera avancer, surtout si on la relie aux thèmes par lesquels j'ai commencé mon intervention, les attentats, l'état

d'urgence et l'état de l'opinion, car l'histoire en général est un lieu d'apprentissage ouvert, qui contribue à former des citoyens critiques, des acteurs libres du présent et du futur parce qu'ils ont une connaissance critique du passé.

Nous n'avons pas une approche nostalgique de l'histoire et notre créneau d'institut d'histoire sociale trouve sa place particulière dans l'activité de la fédération. Prendre ce temps et le faire partager au plus grand nombre, c'est aussi dépasser le réflexe émotionnel premier sur les événements pour prendre le temps de la réflexion pour l'action.

L'histoire sociale, celle qui nous mobilise, contribue à former des militants tout autant critiques, des militants riches de leurs connaissances, de leurs habitudes à manier l'interrogation. »



© Pascale Lalys

DISCUSSION... DISCUSSION... DISCUSSION...

Daniel Auberger (Toulouse)

« Nos réunions du collectif se tiennent à Toulouse au moins deux fois l'an et quatre fois cette année 2015. Cette démarche collective est inscrite dans le fonctionnement de notre secteur fédéral et nous avons déjà eu l'occasion de le dire ici-même, nous participons systématiquement aux réunions du comité général de secteur ainsi qu'aux conférences. Nous avons toujours autant de difficultés à intégrer la réflexion de nos syndicats actifs dans le cadre d'une participation à leurs réunions de structure. C'est un enjeu que nous ne perdons pas de vue mais l'activité de nos syndicats reste difficile et nous prenons le temps nécessaire d'abord à convaincre afin de ne pas s'imposer.

L'actualité du 20^e anniversaire du conflit de 1995 nous amène à vous faire part de notre activité sur ce point. Nous avons eu une initiative à Albi le 12 décembre.

Auparavant, nous étions à Port-Vendres en octobre lors de l'initiative en direction des jeunes organisée par la fédération. A la demande du collectif «jeune» de Toulouse et du secteur, nous sommes intervenus sur la raison d'être de notre institut mais aussi dans le contexte, sur le rôle ô combien capital de la fédération Cgt des cheminots dans cette période. Dès les premiers instants de la guerre d'Espagne, en juillet 1936, la Cgt et notre fédération des cheminots, se sont lancés dans un soutien actif aux républicains espagnols. Cette solidarité ne faiblira pas jusqu'au tragique dénouement du conflit en 1939 par l'écrasement de la république par les fascistes alliés.

Le 23 janvier 2015, sous l'égide du Syndicat Cgt des cheminots de Toulouse, de notre Ihs Fédéral, de l'Ancac et de l'UD Cgt de Haute Garonne a eu lieu la projection, en avant-première, du Film « La Vie sera Belle » suivi d'un débat avec l'auteur Jacques Capdecombe. Film qui retrace l'épopée d'un jeune arrêté par la Gestapo en août 44 et dans lequel apparaissent plusieurs acteurs de la résistance de la région Toulousaine, tel que Georges Séguy, sa sœur, et entre autre notre camarade François Malbert qui a participé à la libération de Toulouse. L'initiative fut un franc succès.

Nous continuons dans le journal trimestriel « Unir et Défendre » destiné aux retraités de la région Midi Pyrénées de présenter les cheminots de notre région repérés dans le Maitron. Nous poursuivons la relance des fiches biographiques de militants.

Enfin, nous avons commencé à classer les archives déjà déposées dans les armoires du secteur mais c'est un travail colossal et nous prenons notre temps...

Paul Gueth (Dijon) relate le bilan d'une année d'activité, notamment avec l'Ancac et l'institut Cgt de son département. Mais aussi dans un collectif ouvert avec d'autres associations comme le mouvement de la Paix,

la libre pensée, l'Arac, pour reconnaître et dénommer depuis le 12 février 2015 la salle familiale du quartier cheminot Valendons de Dijon, du nom d'un fusillé pour l'exemple de la guerre 14/18, Eugène Bouret, fils et frère de cheminots, qui a grandi dans ce quartier.

Il fait également état du transfert des archives allemandes de la seconde guerre mondiale et de la réception des PV des décapitations de 7 cheminots du dépôt de Dijon.

Il termine son intervention en dénonçant le vote sur l'état d'urgence, ou seuls 6 députés ont voté contre, et son utilisation qui permet au préfet d'interdire des manifestations comme celle du 5 décembre 2015 qui devait marquer les 110 ans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, transformée en réunion qui a confiné 2500 personnes dans un gymnase de Dijon.

Patrick Arnal (Lyon) fait état des travaux menés par le collectif Ihs du secteur qui a permis d'établir un tableau de 500 noms de cheminots victimes de la répression allemande et de la seconde guerre mondiale. D'abord des mini biographies sont réalisées, puis des secondes, plus précises, rédigées notamment à partir des documents d'archives du secteur, de la grève insurrectionnelle du 23 août 1944, des prisons et centres de détentions et d'autres sources d'archives publiques ou privées. Ces biographies seront notamment utilisées pour une publication du CER, sous forme d'un 4 page pour marquer la journée de la résistance du 27 mai 2015.

Le collectif a accepté l'invitation du Comité de pilotage pour être associé à la rédaction de biographies dans le cadre national du livre mémorial sur les cheminots victimes de la répression.

Guy Hervy (Paris sud-ouest) intervient sur la journée du 27 mai et le rôle du comité parisien de libération depuis 3 ans pour l'organisation de cette journée.

Cette année sera marquée par les 80 ans du Front populaire, la guerre d'Espagne avec la lutte contre la montée du fascisme et l'émergence de résistants de la seconde guerre mondiale ; troisième élément avec les 70 ans du projet de Constitution de 1946 émanant du CNR. En 2016, le thème du concours national de la résistance et de la déportation sera sur le thème Résister par l'art et la littérature.

Le musée de la résistance publiera un ouvrage « résistant » et les cheminots seront bien évidemment présents dans ce livre

Gérard Goulesque (secteur de Lorraine) fait part de la création du secteur de Lorraine par la fusion des secteurs de Metz et Nancy. La sauvegarde des archives des 2 structures est une tâche ardue. Sur le secteur sera prise

une initiative en 2016, sur les 20 ans de 1995, notamment en direction des plus jeunes cheminots.

Des initiatives ont été prises dans le cadre des 120 ans de la Cgt avec l'institut Régional de Lorraine et la participation de l'historien Jean-Claude Magrinelli.

Le secteur compte 34 adhérents à l'Ihs.

Daniel Avice (Paris Saint-Lazare) fait part des difficultés qu'il rencontre dans son activité sur le secteur notamment, dans les syndicats auprès des militants actifs, le peu de place et d'intérêt qu'ils marquent vis-à-vis de l'histoire sociale.

Roger Lecaillon (secteur de Reims) rappelle les moments forts qui ont marqué cette année 2015, avec les accents mis sur les 120 ans de la Cgt, 70 ans de la sécurité sociale et les 20 ans du « tous ensemble ». Le syndicat exécution, maîtrise et cadre, et la section de retraités ont organisé une initiative en gare de Châlons en Champagne (sur Marne en 95) avec une participation de 150 personnes. François Claverie secrétaire du secteur en 95 et l'actuel secrétaire du syndicat Fabien Renault ont retracé les temps forts de ce conflit et les analyses et enseignements qu'il inspire aujourd'hui. Une plaque commémorative a été installée dans le hall de la gare et une exposition a été réalisée à partir de photos et vidéos du conflit.

Sylvain Brière (Sotteville) souscrit à l'objectif des 1000 adhérents pour les 100 ans de la Fédération, objectif qui doit fournir l'occasion de relancer l'adhésion auprès de nos structures, sur le bien-fondé de s'approprier leur histoire sociale. L'éclairage sur 1995 permet de redire ce que sous-tend notre pratique démocratique dans la conduite des actions, notre conception du syndicalisme rassemblé s'avère tout aussi utile à la veille du 51^e congrès confédéral. Il rappelle un argumentaire édité il y a une trentaine d'années par la fédération axé sur l'unité d'action qui pourrait être un apport du passé au service des luttes. Il souhaite que les cheminots normands expriment un droit de réponse à l'article paru sur Historail qui caricature notre histoire sociale, à partir d'un livre commis par le directeur régional en poste en Normandie en 1981. Il conclut en recommandant la lecture d'un autre livre, intitulé « la nostalgie des buffets de gare » de Benoit Duteurtre.

Robert Sanquer (Rennes) est le nouveau correspondant du secteur et développe sur plusieurs points d'activité. En lien avec l'Ihs inter pro de Bretagne, il participe au classement des archives et bibliothèques de l'UJ de Rennes, de l'UJ du 35 et du Comité régional de Bretagne qui ont déménagé. La réalisation d'une exposition par les archives municipales sur la maison du peuple de Rennes. Il a également participé à l'assemblée régionale du Maitron et son responsable participera à

leur prochaine AG. Avec le musée de Bretagne, après des premiers travaux sur l'évolution des métiers et les restructurations de l'entreprise en 2014, (aiguilleurs et agents mouvement), de nouveaux travaux sont engagés sous forme d'auditions de cheminots actifs et retraités de l'ensemble de la Bretagne, pour une exposition en juin 2016. Il conclut sur le travail en cours sur « la bataille du rail » et son tournage dans le Trégor. Il conseille, pour finir, le livre d'un cheminot Daniel Ledantic, militant et photographe, édité sous le parrainage du CER de Bretagne et intitulé « en train de disparaître »



Gilbert Garrel - © Pascale Lalys

Gilbert Garrel, secrétaire général de la fédération commence son propos en marquant que c'est toujours avec beaucoup d'intérêt qu'il participe aux assemblées générales de l'Ihs « dont le travail conséquent est un apport à notre réflexion puis à notre activité et à nos actions. Les derniers cahiers tant sur le droit syndical et la représentation du personnel, puis sur le mouvement de 1995 sont des outils importants pour nos adhérents. » Il développe son propos en rappelant le contexte qui environne l'action de la fédération, les cheminots et les profonds bouleversements de l'entreprise : « Cette année 2015 s'achève donc aussi mal qu'elle a débuté, avec des actes meurtriers dramatiques, notre pays engagé dans la guerre en Irak et en Syrie, un gouvernement et un parlement qui instaurent l'Etat d'Urgence, un projet de modification de la Constitution qui vise à permettre la déchéance de nationalité » à des terroristes qui n'en ont rien à faire et qui navigue entre la succession de mesures sécuritaires et populistes. Au plan de l'entreprise « La loi du 04 août 2014 et l'éclatement de la Sncf en 3 entreprises nous ont entraînés vers des élections professionnelles le 19 novembre dernier. Au-delà des élections, cette nouvelle configuration nous a obligés, dans un calendrier très contraint, à reconfigurer



© Pascale Lalys

totale des accords de constitution des CE, du CC GPF, qui remplace le CCE, et des CHSCT.

Cela nous a aussi obligés également à négocier dans un temps très court un accord de gestion des Activités Sociales et Culturelles dans un groupe déstructuré, dont les périmètres des CE n'ont plus aucune correspondance territoriale. Ceux d'entre vous qui ont connu la mise en œuvre de nos CE en 1983, puis en 1986 lors de la création de l'EPIC Sncf à partir de la LOTI de 1982, doivent mesurer à quoi nous sommes confrontés pour gagner un système qui préserve l'esprit dans lequel la Cgt a bâti nos CE et le CCE, tant sur le volet économique que sur le volet social et culturel. »

Dans la foulée, se sont déroulées deux journées électorales, au plan politique, pour désigner les assemblées régionales, là aussi à partir d'une loi qui a reconfiguré le pays autour d'un nombre moindre de régions. « Ces élections nous laissent à toutes et à tous une amertume profonde. Un abstentionnisme énorme au premier tour et, dans cette configuration, un FN qui est affiché comme la première force politique de France, ne peuvent que nous inquiéter fortement sur l'état politique de notre pays.

Une mobilisation citoyenne plus forte au second tour, à qui il a été demandé, une fois encore, de faire barrage au FN. Avouez que comme perspective politique, c'est plus que frustrant et bien peu reluisant.

Nous pouvons également étudier le rapport de la Cgt à la politique. Preuve est faite que de nombreux salariés glissent un bulletin Cgt dans l'urne lors des élections

professionnelles et un bulletin FN lors de scrutins politiques. Si cela ne nous interroge pas et si nous ne cherchons pas une solution pour combattre ce phénomène, nous courrons à la catastrophe. »

Il poursuit « il y a des questions qui doivent être sujets à débats et traitées de manière prioritaire dans une réflexion de la Cgt, de notre Fédération sur la construction de l'action syndicale, sur nos rapports aux salariés, sur la vie démocratique au sein de notre organisation. Il y a de la révolte dans le pays, mais ces votes portés trop nombreux sur le FN ne feront pas des révolutions, bien au contraire. »

Il conclut en invitant : « dans ce tourbillon infernal à prendre le temps de se poser, à prendre le temps pour bâtir une résistance politique ». Et suggère « Que dans cette démarche et à sa place l'Ihs doit aider à la réflexion et qu'il y a beaucoup à faire pour faire adhérer individuellement les syndiqués et les cheminots, il trouve insupportable qu'autant de structures syndicales ne soient pas adhérentes à l'institut ».

A partir de l'intervention de Gilbert, la présidente de séance Christiane Roulet propose une discussion spontanée dans laquelle interviendront :

Paul Gueth se disant « heureux et content d'entendre un discours clair ». De son côté **Gérard Goulesque** affirme « qu'on n'ira pas loin, si on n'a pas le souci des jeunes », **Michel Laval de Toulouse** pense « que l'on oublie trop d'aborder la paix et les questions internationales », **Sylvain Brière** « beaucoup de questions apparaissent sur l'être et le savoir être ». **Alain Philippi** indique « qu'il y a des refus d'entendre l'histoire » et **Guy Herbreteau** « c'est terrible pour les jeunes et moins jeunes dans l'entreprise pour travailler et avoir de l'espoir... et dans notre travail sur l'histoire sociale, il nous faut avoir le souci de la présence des syndicats ». **Guy Hervey** constate « la richesse de ce qu'on produit comme travaux... et qu'on ne retrouve pas dans la formation syndicale ». **Patrick Arnal** témoigne « du séisme des idées dans l'entreprise et la nécessité d'essayer de vulgariser nos travaux et études... ». **Georges Muratet** « éviter les dialogues de sourds, on est les enfants d'une époque et d'une entreprise intégrée... et on est regardé par d'autres cheminots, mais on ne doit plus laisser faire les apprentis sorciers... »

Patrick Bourgeois (président de l'Ihs de la Fédération des activités postales) invité à l'assemblée générale démontre « les modifications du salariat et des structures de travail et s'interroge sur comment porter l'espoir et des alternatives vers les jeunes », il invite « à revenir sur nos approches historiques pour nourrir les débats qui sont posés, pour être utiles à l'activité dans l'actualité ».

Pierre Ciantar (Marseille) « pense qu'il ne faut pas sous-estimer nos travaux face aux difficultés rencontrées ... il rappelle l'initiative réalisée après un long travail militant pour la restauration d'un wagon maintenant basé au camp des milles, témoignant de la déportation et des conditions de celle-ci pour ne pas oublier les plus de 10 000 internés originaires de 38 pays, parmi lesquels de nombreux artistes et intellectuels, car c'était aussi la culture et l'intelligence qui étaient suspectes». Il informe que « la plaque mémorielle Pierre Semard sera inaugurée dans un nouvel emplacement plus en vue, le 17 mars en gare de Marseille » et termine son intervention en indiquant « qu'un collectif de secteur se remet en place et qu'il souhaite l'aide du bureau pour l'installer dans l'activité ».



Claire Rol-Tanguy - © Pascale Lalys

Claire Rol-Tanguy, secrétaire générale de l'Association des Combattants de l'Espagne Républicaine invitée à l'assemblée « s'est félicitée du partenariat engagée entre son association et la fédération, qui a dédié à l'institut, l'organisation du 80^e anniversaire de la création des brigades internationales. Cela a permis d'interpeller la direction de la SnCF pour qu'elle soutienne en partie cette initiative, notamment au plan financier. A cette occasion sera inaugurée une statue, réalisé par le sculpteur Denis Monfleur et qui sera érigée sur l'esplanade de la Gare d'Austerlitz et inaugurée le 22 octobre 2016 ». Elle a tenu aussi à remercier le CER des cheminots de Paris-rive-gauche qui a délibéré et décidé de s'engager pour cet événement.

Madeleine Peytavin présente la situation des adhésions 2014 à la date du 14 décembre 2015. En début d'année, nous étions sur une pente dangereuse : notre activité augmentait, était appréciée mais nos adhérents

diminuaient. Aussi nous sommes-nous promis d'arriver à récupérer des adhérents peu assidus et que nous ne suivions peut-être pas avec assez de sollicitude. Aussi, nous sommes-nous concentrés sur les retardataires pour repartir d'un bon pied.

Le nouveau système informatique aidant, nous pouvions suivre l'évolution précise de nos adhérents.

Nous voulions arriver aux résultats de 2013 en 2014, soit rattraper 10 pour cent des effectifs : Pari gagné, nous y sommes arrivés, ne soyons pas modestes, nous sommes parvenus à dépasser les résultats 2013 et de loin et nous n'aurons pas à rougir des résultats 2015. Mais ceci est une autre histoire ! Pour 2014 le solde s'établit à la date d'aujourd'hui : à 855 au total dont 240 en structures, 477 en individuels, 138 entre CE-CCE, abonnements, Mutuelles, personnalités.

Avant d'aborder le côté plus interrogatif de mon intervention à cette AG, je voudrais porter à votre connaissance la décision des Mutuelles Entrain de nous verser une dotation de 1800 euros avec la contrepartie de distribuer un cahier à chacune de leurs structures.

Remercions le camarade Jean-Pierre Médard de Rennes qui a mis l'institut au cœur de ses préoccupations au moment où les mutuelles Entrain sont en pleine réorganisation ! Je pense que nous devrions les rencontrer au cours de l'année tout comme nous devrions rencontrer le CCGPF pour signer et clarifier une convention justificative à leur subvention.

Nous ne progressons pas en structures malgré tous nos efforts : présence de l'Institut au congrès de l'Ufcm, à la conférence des CE, aux conférences techniques.

Je suggère deux initiatives :

- présence de l'Ihs aux stages syndicaux ou informations sur l'Ihs lors des stages : c'est incroyable le turn-over des militants. C'est pourquoi je pense aux secrétaires de syndicats en tout premier lieu.
- Revoir la diffusion de nos cahiers : actuellement c'est un cahier quelle que soit la taille de la structure de 10 à plus de 100 ! Autant dire que certains militants ne le voient pas, et donc ne le lisent pas... c'est un sujet que pourrait débattre notre assemblée générale. Encore faut-il en estimer le coût.

En 2017, la fédération aura 100 ans. Nous participons, dans notre créneau, à ce rayonnement. De toutes les créations associatives de la fédération, l'institut est sa création culturelle la plus marquée. Soyons-en fiers, portons le très haut.

RAPPORT FINANCIER

Adressé à chaque adhérent de l'association avec la convocation, un nouveau document a été remis en séance corrigeant une erreur dans la présentation. Le président a commenté ce bilan en faisant mesurer ce budget équilibré et la saine gestion financière de

l'institut, largement soutenu par la fédération. Il a proposé pour 2016 de maintenir au même niveau le montant des cotisations. Soumis au vote de l'assemblée générale, le rapport financier a été adopté à l'unanimité.

ELECTION DU BUREAU

15 camarades élus

Jean-Pierre Bonnet



Caroline Chalier



Patrick Chamaret
Président



Pierre Delanoue



Georges Lanoue



Claude Marache
Trésorier



Jany Moineau



Thierry Nier
Vice président



Nicole Parutto



Madeleine Peytavin



Christiane Roulet



Thierry Roy



Maurice Samson



Pierre Vincent



Christophe Farnault

Responsable du fichier adhérent et enregistrement des rentrées financières



réalisé nationalement puisse être décliné régionalement ou plus localement, offrant autant de pistes de travaux, de recherches et initiatives qui ancrent l'activité au plus près des mémoires, des hommes et des femmes qui font notre histoire sociale et qui peuvent témoigner et enrichir notre activité. C'est également montrer l'intérêt d'un institut pour éclairer, avec l'angle de l'histoire plein de sujets qui font l'actualité. Cette actualité, avec ses aspects dramatiques au niveau des attentats et les risques de dérives sécuritaires, la droitisation de la vie politique, la libéralisation au plan économique, la régression au plan social sont autant de sujets de travaux pour nous, pas pour un microcosme d'avertis mais pour diffuser des éléments et enseignements qui peuvent éclairer les questions d'aujourd'hui et ceux qui y sont confrontés plus directement. ». La question du renforcement en adhérents se pose pour une diffusion de masse de nos travaux tant auprès des structures que des individuels. « Nos correspondants notamment, aidés par leur direction de secteur respectif doivent interpeller tous les secrétaires de syndicats et de sections pour que les structures adhèrent, ce n'est pas une question de prix de la cotisation que toutes les trésoreries peuvent absorber, c'est peut-être un oubli, mais c'est surtout une sous-estimation de l'apport que notre institut peut leur apporter pour faire face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés. En nous engageant vers les 1000 adhérents à l'ouverture du congrès fédéral en janvier 2017, nous pourrions ainsi marquer les 100 ans de la fédération des cheminots de la plus belle des manières ».

Le bureau de l'institut est en deuil : Jean-Paul Lahouse s'en est allé



« Nous redoutions ce moment depuis longtemps. La lutte finale, celle pour la vie, cette fois, il n'a pu la gagner face à un mal implacable qui était à l'œuvre depuis tant d'années. Nous savions que ce moment se rapprochait. Gilbert Garrel nous avait alertés. Nous redoutions tous ce moment mais il fallait s'y préparer. Jean Paul avait pour habitude d'en faire un sujet de plaisanterie. Lorsque la situation devenait parfois plus tendue, plus pénible, d'abord pour lui, pour les siens, il s'arrangeait pour tourner cela en dérision. « Ce n'était pas mon tour » disait-il « ça ne sera pas pour cette fois », « je fais encore du rab » aimait il à plaisanter, nous aimions en rire avec lui mais nous avions déjà le cœur serré à l'idée qu'un jour ça ne serait plus drôle du tout. Jean Paul ne fera plus de rab, nous le quittons ici au bout d'une route remarquable que nous aurions bien aimé poursuivre ensemble. »

« Ce n'était pas mon tour » disait-il « ça ne sera pas pour cette fois », « je fais encore du rab » aimait il à plaisanter, nous aimions en rire avec lui mais nous avions déjà le cœur serré à l'idée qu'un jour ça ne serait plus drôle du tout. Jean Paul ne fera plus de rab, nous le quittons ici au bout d'une route remarquable que nous aurions bien aimé poursuivre ensemble. »

Extrait de l'hommage rendu le 20 janvier au cimetière du Père Lachaise par Bernard Thibault.

Patrick Chamaret, président de l'institut a clos l'assemblée générale en remerciant les participants de leur présence et de leur participation au débat. Il les remercie « pour la confiance dont ils ont témoigné au nouveau bureau élu et maintenant chargé de mener l'activité tout au long de 2016 autour des nombreux projets qui ont été présentés à l'assemblée. Il insiste pour que le travail

IL ÉTAIT UNE FOIS... IL Y A TOUT JUSTE 20 ANS !

Le 22 décembre 2015, la Fédération Cgt des cheminots et son institut d'histoire sociale réunissaient à Montreuil plus de 150 participants qui ont échangé et débattu sur le conflit de 1995.



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Laly.

En introduisant cette journée, **Claude Marache** explicitait cette « décision de donner à cet anniversaire un relief particulier, tant il nous est apparu instructif à tous égards, d'en relever les principales caractéristiques et d'en faire un débat dans nos organisations. C'est dans ce cadre que s'est située l'organisation de cette réunion en direction de jeunes et de moins jeunes, venant d'horizons divers, occasion pour eux non seulement de s'informer mais aussi de débattre des conditions de développement de l'action, des réponses que nous y avons apportées en 1995 et qui nous paraissent toujours d'actualité même si, bien sûr, l'entreprise a évolué, les rapports de force et la situation politique aussi. Pour en

faciliter la réflexion, nous avons édité un numéro spécial des cahiers de l'institut (n°55) dans lequel nous retraçons la trame du mouvement de 95, de sa construction et de sa conclusion ».

Ce n°56, le complète en rendant compte des interventions et réflexions que ce mouvement inspire aujourd'hui.

Gilbert Garrel a introduit les débats en remerciant les participants de leur présence rappelant que « Cette initiative clôturera en quelque sorte, l'année de célébration des 120 ans de la Cgt (...) 1995 est de fruit de plusieurs éléments qui ont su converger dans la construction de la lutte. Le mouvement social a autant

pris appui sur des expériences négatives que sur des actions positives et efficaces. Il trouve ses racines dans des temps relativement longs. Il n'a rien de spontané. Ce mouvement s'inscrit dans une réflexion de la Cgt, de notre Fédération sur la construction de l'action syndicale, sur nos rapports aux salariés, sur la vie démocratique au sein de notre organisation. C'est, je le souhaite, ce que nous allons étudier dans cette matinée, en présence des responsables syndicaux cheminots de la Cgt, de la Cfdt et de la Fmc de l'époque (Paul Roche s'est excusé). C'est une chance inouïe qu'ils soient là, présents, ensemble pour nous faire partager leur vécu, la manière dont ils ont perçu la construction de 1995, le déroulement du conflit et

son aboutissement au sein de trois organisations syndicales qui ont traversé ce mouvement social dans l'unité, pas nécessairement avec la même vision (...)

Il ajoute, saluant le cahier de l'institut N°55 consacré à 1995 « c'est un ouvrage très bien construit, je ne saurais que vous conseiller d'en faire sa promotion et de l'utiliser dans des formations syndicales. Ce cahier, comme tous nos cahiers de l'Institut, est une mine d'or à exploiter sans modération par les militants et syndiqués. »

Au-delà de l'intérêt personnel, il espère surtout « que cette journée, comme celles qui ont eu lieu ou auront lieu dans nos secteurs et Syndicats, soient autant d'occasions de préparer le 51^e Congrès Confédéral (...) Il y a des sujets qui questionnent notre corps syndical, que nous aurons tout loisir d'aborder dans le cadre de nos travaux :

- La construction des luttes, la conception du dialogue social entre patronat ou gouvernement et syndicats
- La notion de rapport de force, comment on l'établit, comment



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

- on le mesure, comment on s'en sert d'appui pour négocier
- La question de l'unité syndicale, justement dans l'élaboration de ce rapport de force
- La démocratie syndicale dans la Cgt et le rapport aux salariés dans l'activité quotidienne, dans la conduite des actions et après. La grève de l'hiver 86/87, avec toutes les difficultés rencontrées, a servi elle aussi d'expérience aux militants de notre fédération sur cette question-là
- La communication interne à l'entreprise et en dehors : Le conflit de 95 a été le premier conflit à se trouver confronté aux nouvelles technologies de communication
- Les questions internationales, le mouvement social de 95 a reçu beaucoup de soutien d'autres forces syndicales européennes et mondiales.

Nous pourrions aussi traiter de l'organisation de la Cgt, de l'ancrage de

proximité, des liens professions-territoires, de la convergence des luttes interprofessionnelles. En 95, nous étions tous les jours dans des entreprises différentes, du public et du privé, à tenir des heures d'informations syndicales, à participer à des débats avec les salariés. Ce fut aussi la force de ce combat pour l'élargissement de la prise de conscience et l'adhésion de nombreux salariés à nos revendications.

Alors il faut le dire, rien ne se répète à l'identique. Même si l'histoire a tendance à bégayer, même si des similitudes sont remarquables, le contexte est toujours différent avec ses particularités. Mais, j'en suis convaincu, étudier notre passé, sans réserve et sans concession, avec objectivité, sans renier mais aussi sans idéaliser, ne peut que nous servir à mieux comprendre le présent et surtout à bien préparer notre avenir. »



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

Interventions de la salle



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

Olivier Chrétien (Paris st lazare) : se rappelle du début de la grève avec un parking rempli de cheminots à Achères ; il n'était pas dans le syndicalisme et n'était pas syndiqué à l'époque mais a adhéré au cours du conflit. Il n'est pas certain d'avoir gagné en 95 et estime que ça a été un baroud d'honneur d'une classe sociale éclatée et individualisée. Le souvenir qui domine pour lui c'est la vision de l'inter pro.

Christian Peltais (Rennes) : insiste sur la démarche qui a été au centre du conflit et sur la démocratie : avec un projet de développement du service public élaboré par les syndicats locaux et régionalement. Démocratie syndicale dans les syndicats et démocratie ouvrière, tout n'était pas parfait et il y a eu des tentatives de prendre les raccourcis de l'appel régional. On est revenu sur 86/87... et on a laissé la parole aux cheminots du début du conflit

jusqu'à sa fin. Aujourd'hui est-ce qu'on n'aurait pas trop tendance à revenir à ces raccourcis-là ?

Ludovic Nobréga (Retraité Auch) : se félicite du cahier réalisé par l'Ihs : auquel il aurait sans doute été utile d'ajouter des témoignages de cheminots. 95 est une idée qui venait de loin. Il se rappelle 86 /87 et la grève de la résa qui avait débuté sur PSL. Sur 95, on a fait avancer des idées sur le service public et l'outil syndical comptait beaucoup... Après 95, il y a eu un creusement du social avec les politiques... Aujourd'hui ça va mal, il faut conquérir de nouveaux droits.

Eric Prado (Limoges) : Pour lui, 1995 : c'était l'espoir, la solidarité et l'inter pro qui dominaient à son avis ! Le slogan était «Tous ensemble», on voyait des gens qu'on n'avait pas l'habitude de voir, des gars sur les piquets de grève 24

heures sur 24 et à l'assemblée générale le soir, avec 900 cheminots qui votent, ce sont des images fortes de l'époque. On est, pour certains présents ici, des enfants de 95, et ça nous a mis le pied à l'étrier.

Lucien Dorson (Thionville) : se dit très touché par la lecture du cahier de l'Ihs et particulièrement des écrits de Bernard Thibault et de Bruno Dalberto sur la construction du mouvement et la construction humaine qui a compté.

Frédéric Lemerrer (Paris RG dépôt d'Ivry) : rappelle le travail réalisé en amont : les années de construction notamment les deux dernières il y a eu des suites régionalement et en 1998 sur l'emploi... On est en difficultés aujourd'hui et ce qui demeure essentiel c'est la démarche démocratique.

Dominique Launay (Paris Austerlitz) : s'interroge pour pouvoir construire à partir de cette journée. En 95 on a gagné quelque chose d'important sur les retraites et le plan Juppé. Il rappelle la communication de la fédération notamment avec les cartes du réseau défigurées par le contrat de plan... 86/87 a convaincu de la nécessité de construire avec les syndiqués, et aussi de la démarche unitaire nécessaire.

Michel Renault (Paris gare de Lyon) : affirme : j'ai eu la chance de connaître deux grands conflits 86/87 et 95. En 86/87 Je venais d'adhérer à la Cgt et je n'avais pas tous les repères pour analyser et comprendre ce qui était en train de se passer ; c'était parti des coordinations et on ne maîtrisait pas grand-chose ; un coup on était en grève, un coup on n'y était plus. J'ai mal vécu cette période-là mais on a su tirer les enseignements et notamment à partir du congrès de Tours en 93, L'année 1994 a connu pas moins de 19 actions de grève avec un mécontentement qui montait. On a tout maîtrisé dans ce conflit, son organisation et la démocratie syndicale L'expression de la fédération tombait tous les matins... il y avait une ardeur...le dernier jour était grandiose à Traversière avec une reprise dans les meilleures conditions.

Alain Philippi (Metz) : précise : à l'époque j'étais secrétaire d'un syndicat Cfdt sur Metz, et j'ai vécu ce mouvement d'une manière parfaite, mouvement lancé dès 94 et début 95, il y a eu toujours convergence

de lutte entre la Cgt et la Cfdt... on a vécu des moments formidables... Je retire comme enseignement que la direction a été prise de court et après 95 à mis en place un arsenal d'intimidation et de répression pour éviter que ça se renouvelle en 95 on a soutenu un sentiment de révolte Pour l'anecdote, un cheminot est venu à la reprise me donner, à moi qui était Cfdt, son adhésion à la Cgt en me disant c'est bien ce que vous avez fait !

Patrick Bourre (secteur de Dijon) : rapporte lui aussi : en 86 /87, j'étais jeune cheminot et pas syndiqué ; j'ai très mal vécu le conflit même si il n'y avait pas de coordination... on a fini avec le sentiment d'avoir perdu, du moins pas gagné. Par contre celui de 95 m'a beaucoup apporté ; je suis même devenu secrétaire de mon syndicat ultérieurement. Ce conflit exprimait une très grande solidarité, entre les cheminots, les populations et les autres salariés. On en est sorti plus forts parce qu'on avait obtenu satisfaction sur des revendications y compris locales. La solidarité et la fraternité se sont estompées après, ce n'est pas dit qu'on n'y reviendra pas.

Bernard Thibault : Apporte sa contribution aux débats en précisant : Avec le recul, les enseignements sur les événements historiques peuvent s'enrichir... À une question posée dans le débat, sommes-nous sortis victorieux de ce mouvement ? On pourrait demander à Juppé quel souvenir cela lui a laissé ! Quant à moi, j'ai d'au-

tant moins de doutes quand on se remémore l'ambiance dans laquelle la grève s'est terminée Là il y a eu des pots voire des repas ou des bals de la victoire c'est quand même un indicateur. D'autres indicateurs sont aussi le nombre d'adhésions réalisées pendant le conflit, puis aussi le résultat aux élections professionnelles qui ont suivi avec + de 3%. Ce qui peut être utile aujourd'hui, en terme de réflexion (pas en terme de modèle ou de transposition car les acteurs sont différents, les contextes et les actions sont différents) et partant d'une remarque : on dit souvent, on répète souvent que les années d'élections présidentielles il n'y a pas de place pour l'action revendicative. 1995 était une année d'élection présidentielle de Jacques Chirac en mai et en novembre, boum ! donc par rapport au contexte politique, dans l'approche syndicale s'entend, attention à ne pas nous-mêmes intégrer des paramètres qui n'ont pas lieu d'être. Le premier considérant pour ce conflit, pour une grève de cette ampleur, c'est qu'il faut une organisation organisée. C'est une banalité de le dire, on avait une fédération très organisée, c'est-à-dire avec des forces organisées et des syndiqués organisés dans leurs établissements ; des syndicats, des directions syndicales et des structures. Le socle c'est de disposer d'un outil syndical, c'est peut-être basique comme propos, mais c'est une démonstration de fait qu'on ne peut pas faire de syndicalisme sans organisation. Une fois qu'on a l'organisation, c'est la manière d'être dans l'organisa-





«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

tion qui compte aussi énormément. Quand on regarde les différentes séquences, c'est tout sauf un hasard ou un mouvement spontané, c'est le résultat d'un travail syndical laborieux qui est passé par différentes étapes. Ce qu'a fait la Cgt dans les années précédentes découle de ses expériences antérieures, dont le mouvement de 1986, conflit qui a été mal vécu dans la fédération et pour cause ! C'est quand même à cette époque-là qu'on s'est vu coller les coordinations plus ou moins artificielles, chacun s'en souvient, avec des militants en leur sein qui de fait étaient organisés syndicalement, mais qui étaient présentés par les médias comme des grévistes spontanément porte-paroles... Le mouvement de 86 découle d'une provocation de la SnCF sur la grille au mérite des agents de conduite. La Direction sent qu'il y a une mobilisation globale des cheminots impulsée par la fédération Cgt et se débrouille à ce moment-là pour balancer en pâture un projet dont elle sait que c'est, d'abord et principalement, les agents de conduite qui vont être à la fois mis en colère, dominés par la Fgaac dont l'une des caractéristiques est d'être... autonome et adepte d'une approche catégorielle !

Ce qui a été fait après, c'est là que je reviens sur l'absence de hasard, c'est qu'on a travaillé dans les congrès de la fédération à analyser le mouvement et à discuter de ce qui convenait de faire derrière. Il n'était quand même pas normal d'avoir as-

sisté à une grève nationale avec ces particularités sans que la première organisation de la profession ait été l'élément moteur. Vous retrouverez dans le cahier IHS comment Georges Lanoue, secrétaire général de l'époque ouvre le congrès en disant aux camarades, est-ce qu'on n'a pas la tentation par exemple de vouloir généraliser la mobilisation avant de coordonner ce qui existe... n'avons-nous pas tendance à être des agitateurs plutôt que de viser la gagne... Il pose des questions provocantes Georges à l'ouverture du congrès... sur la démarche qu'imprime ou n'imprime pas la Cgt qui est peut-être la conséquence de ce qui s'est produit... Et je rappelle, ça aussi vous le trouverez dans le cahier, qu'aux élections de 87 et de 89, on décide la pré-désignation des candidats présentés par la Cgt aux élections professionnelles par les cheminots... ça nous a valu et c'est normal, de fantastiques débats cette affaire : est-ce qu'il nous fallait, pour dépasser ce qui s'était passé en 86, aller jusqu'à une démocratie ouvrière, pour reprendre le terme consacré, jusqu'à présenter les candidats que la Cgt allait proposer aux élections à l'ensemble des cheminots ? On l'a fait ! Dans des endroits ça a bien marché, dans d'autres les camarades ont dit « allez vous faire... » Mais ça été la position de la fédération, les résultats s'en sont trouvés en conséquence et c'est là aussi qu'à la fois démocratie et unité ont été les deux piliers de construction de 1995, avec

tout un tas d'initiatives sur lesquelles je ne reviens pas en 93, 94 et 95.

L'autre aspect par rapport à l'organisation, c'est l'état d'esprit, l'état d'esprit du débat et de la démocratie en interne. La démocratie, c'est place aux débats sur les objectifs revendicatifs ; ce qui est essentiel de discuter ce sont nos objectifs, la stratégie, ce n'est pas autre chose ; les querelles de ceci ou cela, ça n'a aucune importance ; et une fois qu'on a décidé, on met en œuvre ce qu'on a décidé. Et ça, j'avoue avec le recul, que ça a fait partie des qualités déterminantes qui ont été les nôtres. C'est-à-dire à la fois, une capacité de débattre, et quand je dis débattre, il y avait suffisamment de sujets : il pouvait y avoir, et c'était normal, plusieurs points de vue sur un sujet donné et plusieurs réponses susceptibles d'être apportées à propos de la question posée ; ça progressait et après on décidait, et une fois qu'on avait décidé c'était la décision de tout le monde. On mettait en œuvre à partir de la décision prise par tout le monde. Et avec, oui je crois, une grande cohérence. Il y a bien sûr des endroits où on est plus fort que d'autres, avec une meilleure capacité que dans d'autres endroits, mais quand même, chacun s'efforçait avec ses moyens de mettre en œuvre les décisions qui avaient été prises. Je pense qu'au moment crucial, ce type de comportement a énormément compté.

L'unité a été un choix stratégique, déterminant aussi de la part de la fédération. C'est simple pour une

organisation d'avoir le réflexe majoritaire, dès lors qu'on avoisine 50% aux élections professionnelles, qu'il y a 7 organisations, les 6 autres se partageant les autres 50% ... ce n'est pas compliqué. En gros, c'est nous les caïds, c'est nous qui... etc. Ce n'est pas du tout le positionnement qui a été retenu. Le positionnement qui a été retenu, c'est de dire, aux regards des enjeux auxquels nous avons à faire face, des objectifs que nous avons à atteindre, il faut que l'on atteigne le plus grand potentiel de forces. Et même s'il y a des différences, et il y avait des différences entre les syndicats, il est possible et il faut qu'on y travaille, de se réunir, de s'unir sur des objectifs qui peuvent être communs ; même auprès d'organisations comme la Fmc qui historiquement était une organisation pro-direction pour faire court. Mais sur les valeurs de l'entreprise, de sa place dans la société française, du service public, il nous semblait possible aussi d'agir, en discutant des modalités, avec des cadres qui pouvaient aussi partager des valeurs qui étaient celles de la Cgt quant à la casse du ser-

vice public, à ses moyens, aux scandales que représentait la position de l'État vis-à-vis du réseau etc. Ça été un choix stratégique y compris dans la dimension de clivage qui existait pendant le conflit lui-même entre la confédération Cfdt et la fédération Cfdt des cheminots, parce que là aussi on aurait pu faire le choix de montrer du doigt, culpabiliser. C'était d'autant moins possible qu'on avait réalisé tout un ensemble d'initiatives unitaires auparavant, pétitions communes, plusieurs manifestations nationales... Donc il n'y avait pas de raison de prendre le positionnement de la confédération Cfdt, comme un motif de rupture de l'unité dans la profession. Cela aurait été une erreur stratégique majeure et d'ailleurs à l'expérience, là aussi, on peut constater que l'unité sur un plan professionnel peut-être plus forte, l'emporter, donner le «la», même dans l'hypothèse de division au plan des confédérations. C'est à mon avis un enseignement qu'on peut tirer dans un contexte différent pour aujourd'hui : quelque chose me dit qu'avant de retrouver une unité des confédérations syn-

dicales françaises sur un combat d'importance, il peut passer encore un peu d'eau sous les ponts ; pour autant est-ce que ça nous empêche de prétendre à des rassemblements d'une autre dimension que la seule dimension interprofessionnelle ? Non ! L'expérience montre que c'est possible, ça peut être un levier pour alimenter des débats et des réflexions sur la stratégie de la conception syndicale. Au point d'ailleurs, plusieurs en sont témoins, que ce conflit de 95 les a amenés à réfléchir quant au lieu de leur engagement militant ; en l'occurrence considérer que ce n'était plus dans l'organisation, dans laquelle ils avaient passé pour certains d'entre eux plusieurs décennies, et que l'avenir était de changer d'organisation. Mesurons ce que cela veut dire sur un plan humain.

Enfin, dernier élément, et autre enseignement de mon point de vue, c'est que lorsqu'on parvient comme en 95 à faire que chaque gréviste soit l'acteur du mouvement (c'était ça l'objectif de la démocratie et de la pratique syndicale) il n'y a pas de limite, la force du mouve-





«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

ment peut aller très loin. Il ne serait pas correct de nier qu'on a tous été surpris aussi par l'engagement et la puissance individuelle ; c'est ça qui a donné la force, c'est le fait que chaque gréviste se sentait dans des conditions où il était propriétaire de l'affaire à sa manière ; avec des règles de démocratie : tout le monde donnait son avis, il y avait aussi des réflexions sur ce qu'il convenait de faire. Il y avait des hésitations et des réticences, mais le fait de débattre, d'imprimer ce style de démocratie permanente dans la gestion du conflit a fait que chaque cheminot s'est senti acteur, participant aux décisions et surtout, visait la gagne. Cela nous enseigne aussi qu'il ne faut pas prédéterminer à l'avance ce que peuvent être les événements et les mobilisations syndicales. Ne pas prédéterminer, n'exclue pas d'essayer d'anticiper ou de se projeter sur l'avenir, de prévoir ce que peuvent être les événements et les mobilisations syndicales.

La méthode choisie a donné force à ce mouvement : Le fait de réunir les syndiqués avant l'assemblée générale faisait qu'on avait une Cgt unie, et je me dis que ce n'est pas une qualité dépassée que d'avoir une Cgt unie, de faire en sorte qu'elle le soit en permanence. En tout cas c'est une condition de départ à toute prétention, à tout objectif.

Bruno Dalberto : Bernard a balayé un certain nombre de points et réagi à vos propos. Je le ferai aussi. D'abord, vis-à-vis de vos réactions, et c'est intéressant, personne n'a

idéalisé le mouvement de 1995, tout le monde dit aujourd'hui : on tire des enseignements. Pour certains vous êtes partis de 86/87 à juste titre, car les organisations syndicales ont su en tirer les enseignements. Conflit compliqué, avec des revendications catégorielles, des mobilisations catégorielles, une défiance vis-à-vis des organisations syndicales bien manœuvrées par les coordinations, pas seulement à la Sncf ; il y en avait aussi dans les hôpitaux. Des gens militants qui se disaient militants de base, qui prétendaient siéger aux côtés des organisations syndicales, voire les remplacer pour certaines, la population et les usagers n'y comprenant strictement rien, confus et perdus ; dans ce cadre-là, l'unité syndicale est quasiment inexistante. Et donc, dans la très grande majorité, des militants au sein des organisations syndicales ont tiré un certain nombre d'enseignements de ce conflit en disant plus jamais ça ! Il faut modifier nos comportements, notre manière de voir les choses, nos relations avec la population et les usagers et les cheminots. Moi je prends souvent cette image-là, une construction comme un puzzle, où sont additionnés un nombre d'éléments. Il y en a 4 essentiellement : le premier c'était de travailler autour de la formation et de la réflexion sur ce qu'allait devenir le service public ferroviaire ; c'était un point facile quand on prend l'attachement des cheminots à leur entreprise. La tâche a été facilitée par les institutions nouvelles, notamment les CE et CCE qui nous

ont appris à mieux nous connaître, à prendre des positions communes, à comprendre, à avoir des outils pour nous aider dans la réflexion ; je pense à toutes les expertises qui ont été faites et qui nous ont donné des éléments importants de compréhension. Tout cet aspect-là a été important, entraînant aussi la volonté de remettre ces réflexions, de les faire partager, d'abord chez les cheminots, ensuite avec la population, avec les élus, avec les médias. Il y a eu tout un travail de sensibilisation sur quel avenir du service public pour le ferroviaire tel qu'il devait se présenter, puisqu'on était en effet en pleine discussion sur le contrat de plan. Deuxième grand facteur, c'était la question de l'unité syndicale ; Bernard rappelait la responsabilité, quand on est première organisation syndicale dans une entreprise comme la Sncf, il y a aussi la deuxième qui était à l'époque la Cfdt, et la pression sur la deuxième c'était de piquer la place de la première, donc on aurait pu avoir un jeu assez malsain d'attendre le mauvais ou le faux pas... La réalité est différente parce qu'on avait tous bien conscience des enjeux qui se posaient à nous et on a appris à se connaître au sein des institutions, des prises de position, de se connaître politiquement sur des revendications ; on avait l'occasion autour des tables rondes sur l'avenir de l'entreprise et les réflexions communes... on a appris à se connaître aussi humainement, des liens sont tissés. Le nombre d'intersyndicales, également sur les régions, est aussi



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

un aspect important, considérant là aussi, et c'était un autre enseignement de 86/87, que les organisations syndicales ont un rôle en tant qu'organisation à jouer notamment celui de l'interface entre les cheminots et une direction ou un gouvernement, et qu'il convenait de l'assumer pleinement. La troisième partie du puzzle a été effectivement la démocratie, la démocratie syndicale, la démocratie ouvrière qui a joué pleinement son rôle pendant le conflit. Nous n'étions que des médiateurs, que des négociateurs mais voilà, jamais nous n'avons donné de mots d'ordre ; si, de poursuite car les analyses qu'on faisait des résultats des discussions n'étaient pas satisfaisantes... Ni pour la fin dont la décision est venue des assemblées générales. Quand on parlait d'unité syndicale, un camarade l'a dit tout à l'heure à propos de militants Cgt, je n'ai jamais eu de remontées de difficultés majeures relationnelles entre nos organisations syndicales, ni de militants éjectés sous prétexte qu'ils avaient une confédération qui n'était pas en ordre de marche. La dernière dimension c'est l'interprofessionnel au travers du slogan « tous ensemble », qui est un slogan tout à fait généreux, qui disait on se bouge ensemble pour gagner, et on avance. Ce mot d'ordre était porteur d'espoir pendant tout le conflit pour les cheminots bien évidemment et aussi pour une grande partie de la

population qui a adhéré tout à fait à ce mouvement-là, et qui a permis que ce mouvement gagne pour les cheminots. Parce que sans le soutien de la population, alors que les médias n'arrêtaient pas de cibler sur la gêne occasionnée vis-à-vis des usagers (d'ailleurs ils ont changé assez rapidement et abandonné ce point de vue-là, mais ils ont quand même matraqué assez longuement), si le mouvement des cheminots n'avait pas eu le soutien lors des manifestations interprofessionnelles, je pense qu'il aurait été fragilisé. On se souvient des débats entre les cheminots et différents secteurs professionnels qui se sont appuyés sur ce mouvement pour avoir des conflits aussi gagnants. Comme disait Bernard, c'est un point important dans l'histoire qui se prolonge, dans l'idée de s'appuyer sur ces différents jalons ; c'est une étape importante pour les syndicalistes.

Stéphane Lamoureux (Secrétaire du syndicat Ufcm de Villeneuve St Georges) : Raconte qu'à l'époque il était jeune cheminot : au-delà des choses déjà dites, c'est aussi ce qu'on a mis en place dans les chantiers ; à l'époque je travaillais en 3X8 ; ces tours de garde pour les piquets de grève, occupation des postes etc. c'était formidable. C'était très formateur. Je suis pour qu'on marque cet anniversaire même fortement, comme aujourd'hui mais aussi dans

les syndicats. Une des conclusions de cette action, ç'a été de la division avec la création de sud rail, la Cgt est sortie renforcée mais le mouvement syndical plus divisé aujourd'hui on a besoin de s'appuyer sur 95, car les salariés ont besoin d'espoir, de voir que lorsqu'on est mobilisé fortement on peut gagner.

Dominique Vrignaud (ufcm Bordeaux) : je suis aujourd'hui au secrétariat de l'Ufcm, mais j'ai le même passé syndical que Bruno, Alain Philippi et d'autres camarades présents, et c'est avec la plus grande joie que je m'exprime. 95 a été un grand moment vécu syndicalement dans deux organisations axées principalement sur la mobilisation et les convergences de luttes avec l'objectif qui était de gagner pour le monde ouvrier. Aujourd'hui, avec la recomposition que nous avons connue chez les cheminots, nous n'avons plus ces deux organisations-là, nous avons une première organisation syndicale, mais nous n'avons plus de deuxième organisation ; par contre c'est d'autres organisations syndicales qui pour exister ont dû modifier quelque peu leurs structures ; et aujourd'hui on s'aperçoit que leurs structures vivent par une démocratie de militants, c'est-à-dire que les adhérents ne sont pas forcément au courant de ce qui se passe au niveau des militants et au niveau national... Il me semble que le syndicalisme rassemblé à toutes ses exigences pour 2016.

Kévin Quehen (Paris Nord) : Il n'a pas connu 95 : et donc encore moins 86/87, j'avais 9 ans à l'époque. Je retiens tout ce qui a été dit, ça nous sert pour dresser des perspectives. Je retiens la nécessité d'une organisation organisée, dotée d'un outil syndical qui veut dire aussi d'utiliser les adhérents pour son renforcement, pour avoir une direction syndicale avec des militants formés syndicalement quand on fait le parallèle avec 95, la composition syndicale et le contexte



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

politique sont complètement transformés. On a du mal à faire le parallèle entre ces deux réalités de l'époque et celles qui sont les nôtres aujourd'hui. Ma première réflexion à partir des interventions, c'est qu'on a besoin d'une organisation syndicale efficace ; par rapport à 95, il y a une exigence encore plus importante sur le corps militant, dans un contexte encore plus rude. Il y a aussi un apprentissage pour tirer les leçons de 86/87. Processus long mais qui nous permet de voir une possibilité et une perspective... on se retrouve, jeunes militants en responsabilité à la Cgt, en difficulté sur comment je peux me servir de cette histoire comme un point d'ancrage pour croire et ouvrir des perspectives.

Claude Marache (Ihs) : souligne un aspect, celui du soutien de la population : nous avons initié à l'époque les assises du rail, il serait intéressant que certains reviennent sur ces aspects et le vécu dans les secteurs. Parce que lorsqu'on parle de service public, il faut avoir le soutien de la population, et il nous semble que les adresses qui ont été faites aux populations, aux usagers, aux élus locaux, les initiatives publiques ont crédibilisé l'action. Aujourd'hui est-ce qu'on fait ça, et est-ce qu'on peut le faire ? Sur la démocratie, on n'a pas mis au ban de la démocratie ceux qui ne faisaient pas grève ; je me souviens à une époque où l'on peignait en jaune les vestiaires ou les bureaux des non-grévistes, et on était fier de

ça, c'est très récent encore ce genre de faits. Est-ce qu'aujourd'hui on a gommé cette mise en accusation de ceux qui ne font pas grève et plutôt que de les blasphémer d'aller les chercher... c'est aussi fondamental quand on veut développer un mouvement de cette ampleur que de faire attention à ceux qui ne sont pas encore en grève.

Stéphane Colin, (Collectif jeunes de Lyon) : Lui non plus n'a pas connu le conflit de 95 : j'avais dix ans, les seules images que j'en ai c'est sur les épaules de mon père et le côté fraternel de cette époque ; je pense que ça fait partie de l'importance, la fraternité, car aujourd'hui elle est oubliée quand on voit les conflits dans les autres boîtes et aussi à la SnCF ; l'appel à la solidarité est toujours compliqué. Ce que j'ai appris ce matin a priori, c'est qu'en 95 on avait une force, des jeunes en responsabilités, avec une image jeune de la SnCF ; et sans nostalgie, beaucoup d'entre vous ont parlé de 86/87, que c'était leur début de militant mais leur première grande mobilisation c'était 95. Je pense que c'est ça aussi qu'il faut retenir de ce mouvement, c'est tout l'apport de la jeunesse. On l'a vu l'année dernière dans la grève de juin, la jeunesse a explosé au grand jour, on les traitait de fainéants, de non intéressés, que la jeunesse ne se battra jamais pour le statut y compris dans mon propre syndicat, et bien non, on a démontré qu'on avait signé à la SnCF pour le service public et aussi son statut. C'est encourageant, on

ramasse tout juste les morceaux de cette jeunesse, qui a été beaucoup déçue de la fin de ce mouvement de l'année dernière. La question c'est comment on arrive à nouveau à la remettre en mouvement d'ampleur comme en 95. On n'a pas le choix, on a une réalité d'agenda de mobiliser avant juillet, c'est comment on arrive à le faire. Il y a aussi le lien avec les politiques, vous parliez des assises du ferroviaire, on a le poids des politiques qu'on mérite, aujourd'hui on baisse les mains, il faut se le dire, on l'a vu dans les dernières élections. Pour conclure, un point important c'est l'intergénérationnel, il ne faut pas dire c'était mieux avant, non, nous on a fait comme ça mais c'était notre époque, tu as des questions je suis là pour t'aider ; c'est ça l'intergénérationnel c'est de donner les clés de la Cgt de demain à des jeunes qui ne demandent que ça. Il nous faut une Cgt forte au plan fédéral et confédéral.

Claude Marache (Ihs) : tient à faire remarquer : sans vouloir donner de leçon, quelques mois avant 95, personne ne savait qu'on ferait 95, même un an ou deux avant, on avait la même idée de désespérance on se disait les jeunes ne vont jamais se mobiliser, ne vont jamais faire ci ou ça c'était dans les têtes des militants, et puis la vie et la force des choses ont fait ; il n'y a jamais de désespérance programmée, une lutte, même si on est vaincu à un moment donné est toujours porteuse d'acquis sinon immédiats mais aussi différés, et effectivement l'apprécia-

tion des acquis est quelque chose de fondamental, et nous à la Cgt, on a souvent tendance à refuser la portée de ces acquis, parce qu'on n'a pas tout gagné, mais on ne fait jamais mesurer assez ce que représentent les acquis immédiats et différés, parce qu'une direction d'entreprise, même quand on est battu, tient compte forcément de ce qui s'est passé dans la tête des gens. Ce sont des choses à faire comprendre, il n'y a jamais de désespérance acquise quand on est à la Cgt et quand on est dans un mouvement comme ça.

Roland Champrobert (Clermont Ferrand) : A son tour il invite à lire le cahier de l'institut : et notamment l'article de Pierre Bourdieu, tout ce qu'il dit de l'époque on peut le redire tout de suite... au niveau politique, il n'y a pas de différence. Sur mon parcours cheminot 86/87 grande grève, avec beaucoup d'angoisse, j'étais seul chez moi et je mangeais des patates à l'eau et je me demandais quand est-ce que ça allait finir. La première grande grève, on se pose des questions, avec quoi on va vivre et à côté de ça quand on en sort après avoir bloqué les trains tous les jours et affronté les CRS, on s'enhardit et on comprend que c'est la lutte le plus important dans la vie. Après, historiquement ce que m'a appris la Cgt, c'est que le capital remettra toujours en cause ce qu'il cède ; beaucoup de salariés n'ont plus d'espoir, et l'espoir il faut l'avoir ! Sur Clermont en 95, on a fait une grève par mois et on était abattus et on pensait qu'on n'y arriverait pas et ça c'est fait ! Un peu spécial car Juppé a mis le paquet sur notre régime et il y avait les cartes du réseau, et sur l'Auvergne on était très touchés car il n'y avait plus rien, restaient deux lignes... il y a eu une mobilisation et tous les jours une initiative. Et à la télé, quand Bernard a mouché Bergougnoux et les représentants du gouvernement, ça a eu un impact immédiatement sur la mobilisation.

Jean-Marc Coppola (Marseille) : Il estime que : Ce regard et ce retour en arrière sont intéressants, car ils ne sont ni nostalgiques, ni anciens combattants. Intéressant d'y revenir, car pour moi ça correspondait à une aspiration. À un moment se poser et dire qu'on avait vécu ça et qu'en même temps il y avait peu de traces, rendait nécessaire de le mettre en lumière, de regarder comment les conditions ont été créées puis observer avec l'actualité les enseignements à tirer... Tirant les leçons de 86/87 sur PACA, ce qu'on a travaillé, c'est cette convergence avec les usagers et qui a été émaillée de multiples initiatives, faisant ressortir la convergence d'intérêts et grandir la popularité des actions de grève. Là vous vous rendez compte du degré de maturité. Bernard a eu raison d'insister sur une organisation organisée, qui n'est pas simplement la décision d'entrer en lutte. La conduite de la lutte, c'est les conditions à créer pour cela, c'est bien entendu informer (conférence de presse et tracts), et être capable de former. Ce qui était au cœur du mouvement de 95 c'était le réseau noyau et aussi le régime spécial : Je me souviens au congrès fédéral de 93 à Tours, la décision a été prise de prendre un peu plus en compte les questions de protection sociale et je me rappelle le tour de France que nous avons fait pour se réapproprier le statut des cheminots. Tout le monde avait conscience qu'on avait un statut, mais tout le monde ne mesurait pas ce que cela représentait : régime spécial, caisse de prévoyance et de retraite mais aussi service médical et de soins. Lorsque au CN on propose le tract qui va contribuer à la mobilisation sur ce sujet, la Cgt est une organisation qui prend ses responsabilités, ce n'est pas une organisation qui s'en remet aux syndiqués, c'est une organisation qui a bien mesuré au sein du conseil national que les choses étaient mûres. Par ce que le titre, appel à la grève générale et unitaire, Bernard le propose alors que ce

n'est pas la tradition pour la fédération d'appeler à une grève générale ; mais on mesure qu'effectivement on est à la veille d'un fort mouvement sans connaître là aussi l'ampleur et la durée qu'il allait prendre. Le deuxième aspect, c'est l'incidence de ce mouvement sur l'opinion publique ; certes c'était à la suite de toutes ces convergences avec les usagers et la population, je rappelle le rôle joué par la fédération sur les questions européennes également (rappelons-nous toutes les initiatives européennes), les convergences de luttes à cette échelle ont marqué aussi la suite du mouvement. Pour moi, 95 a été un tournant dans la prise en compte des choix de société, des questions écologiques et environnementales. C'est l'enseignement que j'en tire notamment sur la prise en compte des questions de transports régionaux. Je ne dis pas que s'il n'avait pas eu lieu on les aurait moins prises en compte, mais je pense qu'il a eu des incidences. Vu le contexte social et politique, est-ce qu'un jour on pourra retrouver de tels mouvements, personne ne peut le dire. En tout cas, cette période-là nous enseigne qu'il faut créer les conditions et créer les conditions c'est la formation, l'information, l'organisation. C'est ma réponse à l'opinion de certains selon laquelle la démocratie peut se dérouler sans organisation, qu'elle soit syndicale, politique ou associative.

Maryse Dumas (coordinatrice des 120 ans de la Cgt) : « Sollicitée pour cette initiative, la dernière dans le cadre des 120 ans puisque dans quelques jours nous passerons à l'année 2016, je ne voyais pas comment lier dans une intervention la préparation des 120 ans de la Cgt et mon témoignage en tant qu'actrice de 95, comme me l'a demandé Gilbert... Les deux camarades des générations présentes qui sont intervenus, en disant : nous ce dont on a besoin, c'est de savoir ce qu'on fait de tout ça aujourd'hui. Du coup ça me relance parce que c'est

exactement la démarche que l'on a voulu initier, avec la façon dont on a conçu le travail sur les 120 ans de la Cgt, c'est-à-dire, partir des préoccupations d'aujourd'hui de ce qu'il y a dans les têtes des militantes et militants et essayer d'interroger l'histoire à partir de ces préoccupations et avec l'idée de construire l'avenir. Par exemple, les deux jeunes camarades disent, aujourd'hui, la situation c'est l'éclatement du salariat, c'est l'absence de perspectives, on ne sait pas où l'on en est... Quand la Cgt s'est créée, le salariat n'existait pas, les contrats de travail venaient juste d'apparaître, il n'y avait pas de code du travail, il n'y avait pas de médecins du travail, pas de sécurité etc. Nos prédécesseurs ont construit et inventé les perspectives. Aujourd'hui, on doit regarder aussi vers toute cette nouvelle couche du salariat, les salariés en précarité, ceux qui sont obligés d'avoir plusieurs employeurs, voire ceux qu'on dit être indépendants, je pense à « l'ubérisation » de la société, et qui sont en fait dans les conditions de subordination qui relèvent plus de l'avant code du travail que du code du travail tel qu'il est aujourd'hui.

... Construire des perspectives, c'est répondre à leurs attentes, à leurs revendications immédiates : qu'est-ce qu'on peut gagner dès la première heure travaillée, et en même temps qu'est-ce qu'on peut gagner et qui nous met tous ensemble dans un collectif, dans une communauté de travail, avec des droits et dans un socle de droits communs à tous. Ce sont les propositions actuelles de la Cgt pour un nouveau statut du travail salarié, pour une sécurité sociale professionnelle.

Ce que nous montre l'histoire sur les 120 ans, c'est qu'en fait, la Cgt a su être à la fois très présente sur ce quotidien des gens qui travaillent, au-delà même des salariés, et en même temps capable de mettre en perspective des mouvements plus vastes ; et que c'est ainsi que la Cgt a construit les conquêtes sociales qui maintenant l'identifient sur 120 ans.

Vous faites un micro trottoir, on vous dit Cgt = conquêtes sociales ! Le problème c'est qu'on ajoute : c'est révolu, les deux, c'est fini. Révolue la Cgt, révolues les conquêtes sociales ? Et bien non, ce n'est pas dépassé les conquêtes sociales, ça peut être l'avenir et cet avenir il faut le construire avec les mêmes pratiques qui font lien entre le quotidien et l'émancipation sociale.

Un intervenant a fait référence à la charte d'Amiens, c'est la double besogne, c'est construire la défense au quotidien des salariés en même temps que la vision d'émancipation sociale. Je pense, nous pensons que c'est à ça qu'il faut revenir aujourd'hui.

... Les grands mouvements sociaux se comptent presque sur les doigts d'une seule main, 1936, la Libération, 1968 et on arrive à 95, et après il y a des grands mouvements mais qui ne conduisent pas aux mêmes conquêtes sociales : 2003, 2006, 2010 et des mouvements en 2009 contre la crise avec des millions de manifestants dans les rues. Ce qui a plus occupé les 120 ans d'existence de la Cgt ce sont des mouvements professionnels, des mouvements d'entreprises voire avec des traversées du désert, des périodes très difficiles... Ce qu'on sait des mouvements sociaux c'est qu'on ne peut jamais les prévoir, par contre il faut toujours les préparer par ce travail quotidien, de fourmis, souvent ingrat. On ne sait pas toujours nous-mêmes apprécier les acquis de ce travail, et on a toujours les mêmes en face, toujours plus revanchards avec la répression antisyndicale, la criminalisation de l'action syndicale... auxquelles on a à faire face actuellement et que nos prédécesseurs ont connu et affronté auparavant.

Si 95 a été un grand mouvement social c'est parce qu'il a été à la fois un mouvement professionnel très fort chez les cheminots, avec le soutien de l'opinion publique, et parce qu'il y a eu d'autres forces en action. Je ne veux pas trop prêcher pour ma

paroisse mais dans les PTT, il y a eu des grévistes nombreux notamment dans les centres de tri postaux, tellement que les retenues de grèves ont duré deux ans ; de même à l'EDF, dans les entreprises privées ; les grèves n'ont pas été comme chez les cheminots, tout le temps, mais par contre sur les temps forts, parfois plusieurs par semaine, il y avait des arrêts de travail, des débrayages, je pense que ce serait dommage de ne pas voir ça quand on fait le bilan de 95 ». Maryse Dumas poursuit en citant les appels de la confédération et entr'autres l'appel coordonné le 24 octobre à réussir la manifestation pour le droit des femmes qui s'annonçait pour le 25 novembre « rappelons-nous que la manif pour les droits des femmes du 25 novembre 95, c'est la manif la plus forte que nous ayons réalisée sur ce sujet, probablement aussi depuis la Libération, en tout cas depuis il n'y en a jamais eu de si forte.

Gilbert a rappelé que Jacques Chirac avait gagné les élections « sur la fracture sociale » et c'est ça que l'on retrouve dans le mouvement. Alain Juppé annonce son plan le 15 novembre ; le soir du 15 novembre il y a eu aussi une émission de télé qui s'appelait « la marche du siècle » où sont présents tous les secrétaires généraux des confédérations, Nicole Notat, Marc Blondel, Louis Viannet notre secrétaire général. C'est là que Nicole Notat dit « la Cfdt n'a pas l'habitude de faire grève quand une de ses revendications est satisfaite », ce qui démontre que pour elle, le plan Juppé était une satisfaction de la revendication Cfdt ; et en même temps que l'émission a lieu les fédérations de la fonction publique se réunissent et décident une journée unitaire pour le 24 novembre, sans même que nos secrétaires généraux sur le plateau en soient informés, parce qu'il n'y avait pas les liaisons d'aujourd'hui. On se retrouve avec cette situation où Marc Blondel appelle à une action inter-pro pour le 27 et l'ensemble des organisations de la fonction publique (à l'époque



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

ça comptait beaucoup, car il y avait une force de frappe plus importante qu'elle n'est aujourd'hui) qui appellent pour le 24 novembre. Quand le comité confédéral de la Cgt se réunit le 21 novembre, il est confronté à ces différentes dates, problème éternel dans les CCN ; je lis un extrait du rapport de Jacqueline Léonard au nom du bureau confédéral : « le 24 s'annonce d'une puissance exceptionnelle, pas question d'opposer deux dates, Blondel déclare que beaucoup d'organisations se retrouveront dans le 24 mais que ça ne suffira pas et donc la proposition que nous faisons, c'est de proposer aux salariés de prolonger l'action du 24 au 27 puis au 28 en incluant la manif pour les droits des femmes du 25 ». Le 24 toutes les organisations de la fonction publique sont dans le coup, dont les cheminots avec la spécificité qu'on a soulignée sur l'ancrage des revendications professionnelles.

Sur la démocratie l'idée était de se désenclaver. On était dans une période historique particulière, la Cgt disait « on ne peut pas rassembler autour de la Cgt, on n'y arrivera pas, il faut rassembler autour des revendications ce qui veut dire qu'il faut travailler les revendications avec les salariés et en même temps favoriser que toutes les organisations syndicales qui veulent travailler sur ces revendications-là puissent le faire, même si on a des désaccords par ailleurs ». C'est de là qu'est sortie la formule « syndicalisme rassemblé ». Ça n'a jamais voulu dire « le syndicalisme est rassemblé », c'était l'objectif à atteindre, la caractéris-

tique étant qu'il n'y a jamais eu de grands mouvements sociaux dans notre pays sans unité des syndicats. Et quand il y a unité des syndicats, le syndicat auquel l'unité profite le plus c'est la Cgt. Et c'est d'ailleurs pour ça que c'est si difficile de la réaliser. Donc ça veut dire que c'est nous qui avons le plus intérêt à travailler les questions de l'unité. Sur la démocratie et les fins de grève, vous avez raison : (Maryse donne l'exemple de la grève des chauffeurs postiers en 1989, qui a duré trois semaines avec des méthodes d'expression démocratique inédites). C'est à la suite de cette grève que s'est créé pour la première fois un syndicat Sud : la Cfdt PTT a exclu ses syndicats de la région parisienne mais les ex-syndicats PTT n'ont pas décidé de se syndiquer à la Cgt bien que nous leur en ayons fait la proposition, ils ont préféré créer un syndicat Sud. Dans l'acquis des mouvements de 95 il y a le fait qu'en 2003, les militants Cfdt, des syndicats Cfdt voire des fédérations entières qui ont décidé de quitter la Cfdt n'ont pas créé un nouveau syndicat, ils sont venus à la Cgt et je pense que c'est un acquis différé considérable de l'unité du mouvement de 95 qui mériterait d'être travaillé en ces termes car c'est à nous de porter l'unité.

Céline Simon (Secrétaire du CCE) : en 95, j'étais étudiante, il y avait un vrai mouvement chez les étudiants, une génération que l'on disait sacrifiée, sans avenir. La droite avait sévi, les universités étaient plombées, avec chaque année des

mouvements étudiants très forts sur la question des moyens... Premier point, il y avait effectivement des luttes multiples avec des échanges mutuels pour faire connaître aux uns et aux autres le contenu des revendications de chacun et montrer les convergences, pour construire un mouvement fort. C'était des mouvements de fraternité et de fêtes. Le second point est le décalage avec les médias, qui est toujours actuel, par rapport à ce qu'on vivait à l'époque. Le troisième aspect est sur ce qu'a donné 95 après : j'ai été embauchée en 97, c'était dans la suite, il y avait une ambiance dans l'entreprise bien évidemment différente d'aujourd'hui et de loin. On a parlé d'assemblée générale, mais si on ne se pose pas la question des syndiqués, dans la période c'est fichu il y a besoin de les remettre au cœur pour construire nos mouvements. Dernière précision et anecdote, Bernard disait comment Juppé avait pu vivre l'après 95 : au moment des municipales, il avait organisé à Bordeaux avec une association de cheminots la visite locale ; et on a fait comprendre à son staff qu'on sortait d'un conflit et que sa venue passerait mal... et il n'est pas venu !

Guy Hervy (retraité de PRG) : une idée dans le débat, c'est sûr qu'on a fait bouger, avant même l'action de 95, autour du contrat de plan. Ce contrat de plan qui devait être négocié entre la direction et le gouvernement lui échappe parce que la Cgt décide de dire que le service public appartient à la nation, et que ça ne se fera pas dans le se-

cret des cabinets ministériels. Ceci constitue une défaite majeure à mon avis du gouvernement et de la Sncf. A partir de là se construit une action revendicative à l'initiative principalement de la Cgt. L'histoire des cartes est de plus un révélateur pour le pays sur combien les cheminots sont porteurs de l'intérêt général, et de leur capacité à s'inscrire dans le mouvement social qui va peser sur la continuité du débat. J'ai une expérience personnelle sur cette affaire, c'est la ligne Paris-Bâle. Ces cartes avaient révélé comment des documents disparates mis bout à bout amenaient à une vision du projet de la direction, projet qu'il fallait mettre à disposition de nos syndicats pour en faire des éléments de mobilisation vers les élus et vers les populations. Sur l'axe Paris-Bâle on a ainsi réussi à faire un train spécial qui conduira 3000 personnes dans leurs diversités à Paris. Et dans d'autres régions des initiatives diverses se sont réalisées avec la même cible pour le service public comme porteurs et défenseurs. On est les animateurs de ce qui se construit.

Olivier Marie (Toulouse) : en 95, j'étais dans le privé, d'ailleurs ce mouvement m'a conduit au chômage pendant plusieurs mois, suivi de 3 ans de contrats précaires, et donc pour me venger je suis rentré à la Sncf ! Aujourd'hui, j'aimerais étudier ce grand mouvement, sa construction, pour analyser 2014 et savoir ce qui n'a pas marché. Dans mon chantier, l'unité syndicale n'est plus ce qu'elle était, et difficile à mettre en œuvre ; c'est nous qui la faisons en fait, face à des organisations qui partagent la réforme. Les syndiqués ne passent plus au syndicat, on ne syndique plus, on n'a plus d'appui sur eux sur les chantiers... C'est un grave problème. Il ne faut pas en rester là pour construire et affronter les échéances à venir. Pour ça il va falloir nous donner des moyens ; on pêche au niveau communication, il faut regagner la

confiance des usagers parce que les grèves d'un jour nous desservent plus qu'autre chose. À l'heure actuelle, les informations fusent et on a un système de communication obsolète qui doit utiliser tous les nouveaux moyens... Nous on croit en vous mais vous devez croire en votre jeunesse dans la Cgt. On vit une désillusion des cheminots et pire encore des élus de la Cgt. Il faut qu'on ait une meilleure qualité de vie syndicale pour se sentir bien dans le syndicat.

Je termine en citant Albert Einstein « le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire ! »

François Tegedor (Marseille) :

95 est une date qui est importante pour moi, car c'est la date de mon embauche à la Sncf. En 95, je n'étais pas commissionné, ça a été une expérience importante parce que, lorsqu'on rentre dans une entreprise et qu'on découvre tout, dans un contexte où l'emploi est compliqué et qu'on a la chance de rentrer à la Sncf et qu'on voit un conflit ce cet ampleur, ça interroge beaucoup. Donc, c'est bien de regarder l'histoire, aujourd'hui je suis convaincu et on découvre toujours des choses, mais je vois bien que c'est véritablement un héritage. Quand on regarde la méthodologie de 95, je pense notamment à la question de la démocratie et de faire participer les cheminots aux décisions, c'est une chose que l'on continue à faire. J'ai été secrétaire général du syndicat de Marseille, et on a été obligé de travailler les actions. Les plus difficiles ont été 2010 et 2014 et on ne ressort pas avec le même état d'esprit qu'en 95 car on n'est pas sorti victorieux. On est fier d'avoir lutté, ça a formé des militants mais ce n'est pas une victoire en sortant. Ceci dit, on a appliqué une méthodologie issue de l'héritage de 95 qui nous a permis de traverser des tempêtes. Cet héritage, en l'adaptant aux salariés actuels, il faut le continuer. Autre chose, quand on a sorti les états gé-

néraux du service public ferroviaire ce qui correspond grosso modo aux assises du rail pour moi ça a été une évidence pour aller voir les usagers ; avant de l'avoir vu dans le cahier de l'Ihs, je n'en n'avais pas le souvenir.

Thierry Roy (Ihs) : Ce qui m'avait aussi marqué en 95, c'est la confiance qui existait entre les cheminots et la fédération, il n'y avait aucune question sur ce que pouvait négocier la fédération, ce qui libérait aussi les assemblées générales de toute suspicion ; il y avait confiance. Sur les acquis de 95, il y a eu le retrait du contrat de plan, le maintien du régime spécial de retraites et de prévoyance, mais sans retrait du plan Juppé. Autres acquis ça été le maintien de 700 emplois et des activités de l'Economie Sociale Familiale, des allocations familiales, arrêt de la filialisation du Sernam, arrêt de la vente des sociétés hydro électriques Shem, le gel de toutes les restructurations etc. Les assises du rail, on les décide au congrès de 93, et on met en œuvre sur l'idée : la Sncf appartient à la nation. C'est cela qui a fait basculer dans le bon sens le soutien des usagers. Il faut surtout souligner que c'est quelque chose qui a été construit en 93/94 avec effet en décembre 95, donc de longue haleine, avec des périodes de relance auprès de syndicats parfois récalcitrants pour réaliser le plus grand nombre d'initiatives. On est sorti de ce conflit avec plus de 2000 adhésions.

Nicolas Bouchouicha (P. St Lazare) :

Je n'ai pas connu 95, je suis rentré en 2005, le problème que j'ai avec ce mouvement, c'est que c'est devenu une sorte de mythe, un truc qu'on pourrait reconduire à l'identique, sauf que ce que j'ai connu depuis en tant que cheminot c'est 2007 : défensif, on a perdu ; 2010 : défensif, on a perdu ; 2014 : défensif, on a perdu ; ce n'est pas pour casser le moral mais le capital a tiré les leçons de 95. On ne doit pas subir les agendas des autres, du patronat et du capital, il faut imposer

le nôtre, sur les 32h et les salaires, c'est ça qui peut nous permettre de gagner. Quand on voit le film qui vient d'être projeté, ça donne envie de vivre ça. Maintenant il y a trop longtemps qu'on prend des mauvais coups, ce ne sera pas uniquement par la défense mais par la conquête de nouveaux droits sociaux pour les conditions de vie et de travail.

Aziz Bouabdellah (jeune, métallurgie) : Remercie d'avoir été invité à cette initiative, elle est enrichissante, et il est important de connaître le passé, de savoir d'où l'on vient... En 95, j'étais au lycée, ça me parle très peu... j'étais plus spectateur de ce qui a été gagné par les cheminots qu'acteur ; aujourd'hui on se rend bien compte que l'on est dans une situation de transformation de la société, notamment à travers de nombreuses lois, le reconditionnement des régions qui vont impacter les conditions de transports notamment dans le cadre d'un service public de qualité. Service public, mais aussi industrie, car sans elle il n'y aurait pas de cheminot non plus... Les choses sont quand même liées. Il y a beaucoup de questions que l'on doit se poser à la Cgt, on voit bien les enjeux qu'il y a et qui traversent aussi l'organisation : est-ce qu'on répond vraiment aux besoins des salariés ? Comment prendre en compte la place de l'humain et le social quand le droit du travail, les conventions collectives sont remises en causes ?... Aujourd'hui, dans la métallurgie, et si on regarde les projets patronaux et gouvernementaux, ce n'est plus d'actualité. La Cgt a un rôle à jouer pour placer l'humain d'abord et notamment la question du salaire : il y a urgence sur cette question et nous devons mener des batailles offensives, sur les salaires comme sur la diminution du temps de travail. Ce qui est important c'est la place des jeunes, c'est essentiel, on entend beaucoup de gens qui parlent des jeunes mais qui ne sont pas les mieux placés pour savoir ce que sont les jeunes, ce qu'ils vivent

et ce qu'ils veulent. C'est leur avenir qui est en jeu, et sur cette question, au niveau confédéral, on est sur la mise en place d'une initiative sur des assises jeunes les 2 et 3 mars 2016, avec l'objectif de réunir 500 jeunes dans le patio, afin de pouvoir s'exprimer, y compris sur quel apport de la Cgt dans le débat. On est dans une phase de construction. On travaille beaucoup ensemble au niveau de la métallurgie et des cheminots, à partir de nos collectifs jeunes.

Sébastien Godin, (Secrétaire du collectif fédéral jeunes cheminots) : Cette journée est enrichissante, elle nous a informés, c'est un héritage et il faut que ça puisse nous servir pour l'avenir. Je suis d'accord avec l'approche selon laquelle la Cgt doit se réinventer, par exemple sur notre outil syndical ; on doit regarder précisément dans l'entreprise mais aussi dans notre organisation, comment on veut débattre, le temps que l'on consacre aux débats avec les salariés et avec nos syndiqués ; mesurer confédéralement, fédéralement aussi pour nous, le temps que l'on consacre au patronat ou à la direction, que ce soient nos élus DP et administrateurs ; on consacre beaucoup plus de temps à débattre avec nos directions des projets d'entreprise qu'à débattre des orientations et des revendications de la Cgt, qu'à construire des rapports de force avec les salariés et que les salariés comprennent l'intérêt de se syndiquer ; on a raison de dire que les syndiqués et les salariés doivent porter les revendications, mais pour qu'ils les portent, il faut s'adresser à eux pour les convaincre. Je pense que c'est une des stratégies qu'ils ont utilisée depuis 95 de nous éloigner de cette partie et ça nous affaiblit, nous met dans un piège où on a du mal à s'en sortir. Les suivis d'accords, les groupes de travail ne permettent pas d'aborder de manière offensive les salaires, les contrats de travail il y a une évolution du salariat mais aussi du patronat qui essaie de museler le corps

social, de nous faire croire qu'il y a de moins en moins de personnel d'exécution, alors qu'on a soustrait au maximum ou morcelé vers des entreprises privées ; et si nous on ne prend pas ça en compte, si on considère que ces salariés sont différents de nous parce qu'ils ne sont pas dans la même entreprise ! On a besoin de s'exprimer envers eux, ils sont confrontés aux mêmes contraintes que nous. En 2014 on a mobilisé un maximum de jeunes, on a fait des choses qui peuvent ressembler à ce qui a été fait pour 95 sans le même résultat mais en mesurant ce qu'on a mis dans la tête des jeunes mais aussi de l'entreprise qui ne va pas aller là où elle voulait aller au départ. Il faut être optimiste et je sais qu'en 2016 on va être en capacité de travailler toutes ces questions. La fable selon laquelle on sera tous entrepreneurs et que l'exploitation n'existera plus est un leurre. Nous à la Cgt, on doit être en capacité d'inventer de réinventer et construire des perspectives... Il faut laisser de la place aux jeunes, même si ce n'est pas toujours facile de le faire parce que l'engagement des jeunes est toujours compliqué, souvent enthousiastes voire débordants sur les revendications...

Sylvain Brière (Sotteville) : tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs, ça c'est pas un viking de la plage des galets de Normandie qui vous parle, c'est un auteur marxiste d'outre atlantique Howard Zinn, et d'ailleurs mon cher Bernard, tu as eu l'occasion d'évoquer il y a peu, en à peine trois minutes sur France inter, le conflit de 95 tu as excellé comme d'habitude, en 3mn tu as dit l'essentiel, un peu frustrant malgré tout, j'attendais avec impatience la suite, l'émission historique quelques jours après, toujours sur France inter, pour une durée de trente minutes. Je me disais Bernard va sans doute être là, et pouvoir développer d'avantage son propos... pas de Bernard, mais le



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

journaliste d' « alternatives économiques » qui réussit le tour de force d'une part de ne pas faire parler une seule fois la Cgt, ni Louis Viannet, et d'affirmer que Nicole Notat et la Cfdt actuelle avaient eu raison avant l'heure. Comme quoi, moi je salue cette initiative d'aujourd'hui, je salue tout le travail qui vient d'être fait en matière de connaissance de l'histoire sociale, en se départissant de l'idée de musée, mais bien d'appréhender des choses, pas forcément à réinventer. Je considère que l'épisode d'aujourd'hui, doit avoir court partout. 95 n'a pas été le seul fait des cheminots, car les jeunes femmes du Monoprix qui avaient leur banderole du commerce à Rouen, qui allaient au-devant des manifestations, je sais que c'était beaucoup plus difficile et courageux pour elles que pour les cheminots. D'ailleurs dans la répression après 95 qui s'est abattue sur elles, les cheminots n'étaient pas toujours là. On l'a dit, 95 c'est aussi une huitième organisation syndicale il y a

aussi ce terme de la locomotive de la lutte, oh qu'on était fier « comme Artaban » nous les cheminots avec ce terme de locomotive de la lutte, et qui avait déjà le malheur d'ancrer l'idée que c'était quelques catégories de salariés qui pouvaient lutter dans ce pays (on le paye encore et on en parle encore dans nos UL ou UD). Tout ça pour dire que cette journée d'aujourd'hui, mériterait qu'on la prolonge au plus près localement et qu'on s'en serve dans la préparation du 51^e congrès de notre Cgt. Il est beaucoup question dans les débats de syndicalisme rassemblé mais parfois, le débat est complètement galvaudé dans un contexte où tout est très compliqué. En 95, peu de camarades de la Cfdt ont été brocardés dans les assemblées générales mais il n'y avait rien de spontané dans ce mouvement ; il y a eu quelques joutes oratoires, confrontation d'idées, front contre front, et au bout du compte on a fait l'unité d'action et le respect était là, vis-à-vis de ceux qui luttaient. Je

dois dire que des camarades de la Cgt étaient complètement heurtés par les propos de Nicole Notat et aux côtés de leurs camarades de la Cfdt tentés de déchirer leur carte. Je veux ajouter que dans la période si difficile que nous vivons aujourd'hui, mon équilibre c'est d'avoir connu le conflit de 95 !

Bruno Dalberto : 95 a eu cet effet bénéfique d'être un révélateur des stratégies des organisations, en ce sens qu'il y a eu des débats dans la Cfdt et pendant longtemps sur la stratégie décidée. Ces débats étaient plutôt internes à chacune des organisations. Comme l'a rappelé Maryse, au cours de l'émission « la marche du siècle » Nicole Notat a fait état d'une revendication satisfaite pour la Cfdt ; elle ne s'est pas seulement mise en retrait, elle a combattu le mouvement de 95, et là on a vu les différences de stratégie des organisations principales : celle d'un syndicalisme de transformations sociales, pour revendiquer et



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

lutter et négocier, c'était celle de la Cgt, et celle d'un syndicalisme d'accompagnement comme l'a été la Cfdt en 95 et qui a continué jusqu'au conflit interne de 2003... Pour l'histoire, autant Nicole Notat était subtile, fin stratège, autant Chèreque passait par la force un certain nombre de choses ; on a eu une véritable fracture au sein de la Cfdt avec des gens qui étaient dans la rue et qui manifestaient. Je le disais ce matin, nombre de camarades ont pris la parole dans les assemblées générales en prenant soin de se démarquer des positions confédérales de la veille et pouvaient s'exprimer dans ce conflit sans être inquiétés. On a pu avoir ce respect dans cette lutte sur laquelle on s'était tous engagés pour gagner... Nous on a choisi à un moment donné en 2003 de quitter car rester c'était collaborer ; on a été jusqu'au bout de la discussion au sein de la Cfdt, et on a fait le choix de ne pas créer une énième organisation. On avait créé une association « tous ensemble », on voulait aller jusqu'au congrès de Lille ; on a mené ce combat de redressement de la Cfdt. Ce combat on l'a perdu. Nicole Notat entre 95 et le congrès s'est bien gardée de convoquer des assemblées générales des structures car elle était en minorité. Le temps a fait que l'organisation a pu resserrer les rangs, le débat n'existe plus et les opposants dedans ou dehors.

On parlait tout à l'heure de l'héritage et du prolongement, on a aujourd'hui dans la Cgt à s'interroger sur la façon dont on a été accueillis, nous ex militants Cfdt : comme un apport, une valeur ajoutée ou comme porteurs de difficultés ? Toute la branche transport de la Cfdt est venue à la Cgt et je ne suis pas sûr que le niveau d'accueil et de responsabilité ait été parfait. Je n'en tire pas de conclusions, il faut aussi se rappeler de l'époque mais aujourd'hui des camarades sont en responsabilité de direction, dans bon nombre d'endroits des camarades de la Cfdt ont trouvé leur place au sein de la Cgt. Cela étant il faut quand même tirer des enseignements, parce que l'histoire peut encore amener d'autres militants à adhérer et il faudra peut-être trouver des mécanismes et des clés pour qu'ils puissent pleinement trouver leur place.

Bernard Thibault : Pour revenir sur la dimension humaine que j'ai volontairement mise en avant dans l'analyse des événements : les rapports intersyndicaux à tous les niveaux reposent aussi sur des rapports humains entre les individus qui sont en responsabilités à un moment donné. En 95, dans bien des assemblées, il était difficile de mettre une étiquette sur tel ou tel intervenant si on ne le connaissait pas précisément. On pouvait avoir des cheminots organisés ou de sen-

sibilités diverses mais qui étaient porteurs des mêmes attentes, des mêmes ambitions et revendications, il était très difficile de faire la distinction. Je crois qu'il faut ne pas prédéterminer à partir d'une étiquette syndicale ce que peut-être l'opinion de tel ou tel dirigeant. Si on avait fait ça et bien qu'on ait fait tout le travail en commun avant, les déclarations de la secrétaire générale de la Cfdt auraient été un excellent motif à rompre le front syndical dans la corporation, ce qui aurait été une catastrophe évidemment, car là, la tournure du conflit aurait changé du tout au tout, pain béni pour le gouvernement et la direction de l'entreprise. Dans d'autres circonstances on aurait peut-être fait ce choix-là. C'est ce que je voulais ajouter. Sur un autre aspect, je vais vous dire les choses comme je le ressens : je pense que 20 ans après, il faut qu'on arrête de parler des anciens de la Cfdt, maintenant ce sont des camarades qui sont à la Cgt, ils n'ont pas besoin de porter une « bi nationalité ». Il n'y a pas les Cgt de souche et les autres !

Gilbert Garrel (secrétaire général de la fédération) : Quelques jeunes ont évoqué dans le débat l'action de juin 2014 et en effet, on ne va pas attendre 2034 pour faire l'analyse selon laquelle il faut prendre le temps de réfléchir pour agir. Le conflit qu'on a vécu n'a pas été ressenti par les militants comme

un conflit gagnant même s'il y a eu une fierté de s'être battu. On a pu mesurer à cette occasion qu'on était loin de l'adhésion de la population, on était loin aussi de la convergence des luttes dans la Cgt. Chez les cheminots en 95 si les cadres de mon établissement n'étaient pas en grève tous les jours, ils participaient aux manifestations et réunions d'information ; en 2014, les cadres portaient des gilets rouges et organisaient la circulation des trains. Cet exemple illustre que les choses ont été largement différentes : l'élargissement du rapport de force, la forte mobilisation dans les temps forts nous ont permis de tenir en 95... Nous devons bien analyser la stratégie de l'entreprise aujourd'hui et aussi la modification du paysage syndical ; l'attitude de la Cfdt a complètement changé depuis leur scission, il va falloir ça aussi contribuer aussi à faire évoluer cette situation. Aujourd'hui le temps de la négociation avec l'entreprise ou le gouvernement c'est un temps quasiment nul. Ces derniers jours les médias n'avaient qu'une chose dans la tête : « est ce que la Cgt et les cheminots seront en grève au mois de janvier ? » Allons-nous nous précipiter dans une action vouée à l'échec ? Ne faut-il pas prendre le temps, malgré notre colère et notre ressenti, de partager notre analyse sur ce qu'est la vraie stratégie patronale ?... Je disais l'autre jour à l'AG de notre Ihs, aujourd'hui Medef, patrons des entreprises publiques, gouvernement, créent des révoltés, mais un révolté n'a jamais fait un révolutionnaire, avant de devenir un révolutionnaire, il faut le construire cet esprit et ne pas se laisser dominer par l'envie de réaction rapide qui nous voue forcément à l'échec. Echec parce que divergences, divisions du salariat, parce que pas de convergences interprofessionnelles... il y a tout ça à travailler. Qu'on se serve de ce débat d'aujourd'hui, je le souhaite et qu'on continue, nous, dans la Cgt, à tous les niveaux à prendre en compte ce que nous traversons

pour, je l'espère, construire un nouveau 95 quand il sera le moment de le faire.

Philippe Martinez (Secrétaire général de la Cgt) : Merci pour l'invitation, cette année on fête trois anniversaires, les 120 ans, les 70 ans de la sécu et les 20 ans de 1995. Tous ces anniversaires, on les a abordés de la même façon pour faire le point sur cette histoire et mieux se projeter vers l'avenir, c'est la caractéristique de ces trois initiatives et je pense que c'est bien de le faire comme ça pour éviter justement ce que pourraient redouter certains jeunes d'avoir cette opposition entre anciens combattants et ceux qui n'arriveraient pas à faire bouger les choses.

Moi, à titre anecdotique, je travaillais chez Renault et on avait fait deux mois de grève, février et mars ; on se sentait un peu seuls à l'époque sur la question des salaires. Et pour moi cela a été la première et la dernière aussi grande grève où l'on a gagné autant, 5% et ça avait été exceptionnel à l'époque. Tout aussi anecdotique, 1995 c'était mon premier congrès confédéral, et pour venir à Montreuil ce n'était pas facile.

Plus sérieusement, il me semble qu'on retrouve dans la lutte de 95 des choses sur lesquelles on s'interroge, en tout cas sur lesquelles on essaie de réfléchir aujourd'hui.

On parle beaucoup de démocratie en ce moment à la Cgt et, dans la préparation du congrès, c'est un chapitre entier : démocratie syndicale, démocratie ouvrière ; on parle beaucoup de notre rapport aux salariés, et d'ailleurs toutes les luttes, en tout cas de nombreuses luttes, montrent que leur construction et leur préparation, des fois ça dure parfois des mois et des mois et que c'est aussi important que la lutte en elle-même, que c'est le gage de la réussite de la mobilisation. Quand on fait des raccourcis, on a aussi des grèves raccourcies, c'est bon à retenir !

Il y a la question des revendications et cette conjugaison dans la dernière période, entre l'opposition à des projets d'une direction ou d'un gouvernement et d'une Cgt qui propose. Derrière la lutte de 95, il y avait une opposition plus globale au plan Juppé mais avec des réalités de la boîte et en même temps des cheminots qui travaillaient à une autre conception de la société nationale au service des usagers.

Vous voyez bien qu'il y a toute une série d'ingrédients, sur lesquels on travaille encore aujourd'hui. De même s'agissant des questions unitaires, en vous écoutant tous les deux Bernard et Bruno, il y a des choses qui ont changé, du moins en interne. Moi je cite souvent l'exemple de Smart : pendant la période, je suppose que les camarades de la Cfdt de chez Smart ont eu autant, voir plus, de coups de fil, évidemment de leur direction d'entreprise mais certainement de leur direction confédérale pour dire « déconnectez pas » ; ils ont tenu, on est vraiment au top niveau, il y a une unité Cgt et Cfdt. Si aux camarades de la Cfdt vous dites qu'ils sont des nuls, vous ne créez pas les meilleures conditions de la réussite pour mettre en échec la direction. Je crois que ce sont des choses, que vous avez dû vivre en 95.

Il me semble que toutes ces questions sur lesquelles on réfléchit aujourd'hui et qui sont à l'ordre du jour du 51^e congrès doivent prendre en compte tout ce qui a changé, le salariat n'est plus le même qu'en 95, y compris dans une boîte comme la vôtre. Quand Gilbert ou Greg nous expliquent le périmètre de l'entreprise et que j'ai l'occasion d'aller dans quelques-uns de vos sites, les salariés ne sont plus les mêmes, les sous-traitants sont beaucoup plus présents, et c'est dans toutes les boîtes pareil ; c'est à prendre en compte quand on appelle au tous ensemble. On doit avoir les yeux ouverts sur ce « tous ensemble », les catégories socio-professionnelles sont différentes, les proportions ne sont plus tout à fait les mêmes, ça



«Colloque 1995» - décembre 2015 - © Pascale Lalys.

aussi c'est à prendre en compte ; donc on a effectivement à prendre tout ça en considération.

Et je pense qu'en face, patronat et gouvernement ont aussi tiré les leçons des grèves de 95 et d'autres grèves. Quand on évoque le rapport aux salariés et le travail de la revendication, eux aussi ils ont réfléchi et, je ne sais plus qui le disait, on passe beaucoup de temps avec eux, et le temps qu'ils passent avec nous, ils peuvent travailler sur leurs conceptions du syndicalisme. C'est pour ça qu'autour de tous ces enjeux, et c'est ce que je retiens de vos témoignages, on est au cœur du débat sur quelle conception on a du syndicalisme Cgt, et sur quelles bases eux veulent nous entraîner patronat et gouvernement. Ils font des efforts importants, ils sont mêmes capables de nous engueuler haut et

fort publiquement quand on fait des choses qui ne leur conviennent pas dans la période, que ce soit à la conférence sociale, vous avez vu ce qu'on a pris quand on a fait la déclaration sur l'état d'urgence : on était presque indigne d'être français, des traîtres à la nation ; ils vont jusque-là pour nous faire rentrer dans le rang. Il faut que l'on ait à chaque fois le réflexe de poser la question, nous notre syndicalisme, notre conception du syndicalisme c'est ça pour en débattre avec les salariés. Et je pense qu'on est dans une période où l'on peut être compris même si c'est difficile. Je trouve que parfois on est un peu en dessous de ce qui se passe : j'ai évoqué à une commission exécutive confédérale un sondage d'une association des DRH de France (entreprises et personnels) commenté par le journal « les

échos ». Ce sondage montrait la très forte inquiétude des DRH sur la multiplication des conflits ; ça devrait quand même nous intéresser si eux sont inquiets. Une des premières motivations pour les luttes c'est la question des salaires, c'est-à-dire que dans un pays, dans une Europe et dans un monde où on nous dit que le salaire est un coût, et on nous le dit assez souvent, que les salariés se battent pour leurs salaires devrait nous donner confiance ! Et il y a une lucidité chez les salariés puisque dans ce même sondage, ils assimilent le gouvernement actuel au Medef, c'est-à-dire à un gouvernement de droite.

Comme je le développais un peu plus haut, on constate des luttes très catégorielles, très compartimentées, chacun dans sa boîte et même dans une seule boîte avec plusieurs secteurs qui bougent différemment. C'est autour de ça qu'il faut travailler. Quand on parle de fédérer les luttes, prendre en compte la diversité du salariat est un des enjeux majeurs de la période pour nous et, si on bosse bien, et il n'y a aucune raison qu'on ne bosse pas bien, on a toutes les chances de voir des luttes plus importantes se développer. Elles ne s'appelleront plus 95, elles s'appelleront 2016 par exemple ? Ce serait pas mal pour l'année du congrès, pour l'année des congés payés, puis il y a d'autres anniversaires... »

Avant de lever la séance Claude Marache fait un appel aux adhésions à l'Ihs « **Il faut des syndicats Cgt informés**, vous avez eu l'occasion d'avoir aujourd'hui une information historique qui peut permettre aux camarades d'être à jour au moins sur cette histoire. Pour tenir ce rôle, l'Ihs a besoin du soutien de toutes les organisations, notamment à partir de leur adhésion »

Ce compte-rendu n'est pas de l'in-extenso ; il a nécessité, pour des raisons évidentes de place dans le cahier, un exercice de résumé et de re-rédaction des interventions orales prononcées au cours de cette journée. Nous nous sommes efforcés de rester au plus près des propos tenus par chaque intervenant.

Christiane Roulet et Patrick Chamaret

Morceaux choisis

Nous sommes les cheminots
Nous conduisons les trains
aux quatre coins du pays
Nous réparons les voies
Nous posons des traverses
Réglons les aiguillages
Surveillons les horaires
Nous transportons les hommes
les marchandises aussi
et les lettres d'amour
Ainsi nous sommes toujours
aux quatre coins du jour



Les lignes de nos trains
sont des lignes de vie
qui courent dans la main
ouverte du pays
Qui coupera ces lignes
amputera la vie

Écoutez donc un peu
Le silence soudain
Qui de toutes nos gares
A fait des cathédrales...
Et qu'on entende enfin !
...
Écoutez donc un peu
Ce silence soudain
Et sachez : si les trains
Sur les voies se sont tus
C'est pour que l'on entende
Enfin la voix des hommes
...

La voix des voies est celle qui se lève
de tous ces hommes, du fond du cœur
la voix de la tendresse, la voix de l'amitié
C'est la voix de la force et de la dignité.

Extraits de la cantate
« La voix des voies »,
née du mouvement
de décembre 1995 ;
musique de Sergio Ortega ;
poème de Francis Combes ;
sur une idée de Xavier Luccioni ;
produit par le CCE-Sncf et les CE
de la Région parisienne. Spectacle
créé le 11/02/1996
à la gare du Nord

1995-2015 : RETOUR S



© André Lejarre.

UNE INITIATIVE DE L'ASSOCIATION « PÉRIPHÉRIES » Tangui Perron

Les lignes qui vont suivre n'ont pour ambition que de dresser le bilan factuel et politique de trois rencontres qui ont eu lieu en Seine-Saint-Denis et à Paris. Deux questions sont sous-jacentes : comment commémorer ? À qui voulons-nous transmettre un capital d'expériences tout en étant capable de renouveler nos analyses ? Entendons-nous sur ce « nous ». « Périphérie », qui est à l'initiative de cette manifestation culturelle, est une association ancrée en Seine-Saint-Denis depuis 30 ans, œuvrant dans le domaine du documentaire de création et travaillant tant ses propres archives audiovisuelles que celles concernant les mobilisations sociales. Ce « nous »

englobe également l'Institut Cgt d'Histoire sociale des cheminots, qui a apporté son soutien à cette initiative – et celle-ci a également bénéficié de l'aide de la Fédération et de l'Ihs 93.

Cette manifestation s'est tenue en trois lieux, en trois endroits différents : le 27 novembre au cinéma Le Méliès de Montreuil, le 2 décembre aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (Bobigny), le 4 à la Commune libre d'Aligre dans le 12^e arrondissement de Paris. Municipal, départemental ou associatif, ces lieux très divers ont en commun d'échapper aux « lois » de la concurrence et de l'entreprise privée. Pour communiquer nous avons

édité un carton (cela ne se fait plus trop mais se révèle efficace en ces temps d'excès du tout numérique), en acquérant au préalable une image d'André Lejarre, excellent photographe qui a entre autres couvert depuis 40 ans de nombreux aspects de la vie sociale en France (les sidérurgistes lorrains en 1979, la grève des travailleurs immigrés de Citroën en 1982, les salariés de l'Alstom Saint-Ouen ou la vie des quartiers populaires...). L'information a aussi été bien relayée par le net (site et compte twitter de la Fédération, agenda alternatif Démonphère, site de Périphérie) et un peu par la presse papier (*l'Humanité-Dimanche*). Certes, l'actualité a été malheureu-

UR UN ANNIVERSAIRE

sement dominée par les effroyables attentats du 13 novembre mais nous ne pouvons que constater le silence presque absolu des médias sur l'anniversaire du dernier grand mouvement social français (en partie victorieux)¹.

La séance au Méliès (Montreuil), en rassemblant environ 50 spectateurs, a indubitablement pâti de l'atmosphère qui a régné après les attentats – les salles de spectacle étant désertées. Toutefois, en projetant *Nadia et les hippopotames* (1999), en présence de sa réalisatrice, Dominique Cabrera, nous avons réussi la première étape de cette manifestation. Il a été également fait acte de cinéphilie en projetant une copie 35 mm (qui n'est plus diffusée) dans une très belle salle. Le public se partageait en deux parts inégales : ceux qui avaient participé aux grèves de 1995,

celles et ceux qui sont nés au début des années 1990. Pour ce dernier groupe (majoritairement des jeunes engagés dans des questions de solidarité), on constate – ce qui n'est pas surprenant – une méconnaissance de ce que fut 1995, tant dans ses dimensions syndicales que politiques ou médiatiques. On mesure tout le travail d'éducation populaire, de transmission et de partage que nous avons à rebâtir. Grâce à Caroline Chalier (documentaliste et archiviste à l'Ihs cheminots), nous avons pu projeter en avant-programme le bon film de propagande (ou de communication, les termes se valent) de la Fédération, *Tous ensemble*, (1995), ce qui a permis un bel équilibre politique entre les deux films. Lors de la soirée, Dominique Cabrera a expliqué avec précision et douceur sa démarche artistique

et ses préoccupations politiques. Conçu pour le cycle gauche / droite d'Arte, cette fiction réalisée quelques années après les grèves est aussi le fruit d'un travail sociologique (mené par Philippe Corcuff) et, également, de la collaboration de plusieurs cheminots ayant participé aux grèves. La séquence finale – une manifestation où domine le jaune de Sud (ce qui est anachronique) – avait fait à l'époque tousser certains camarades de la Cgt. Les questions politiques soulevées mêlant habilement les questions de classe et de genre, l'interprétation formidable de la plupart des acteurs et le traitement plastique des paysages nocturnes urbains et péri-urbains, font cependant partie des nombreuses qualités de *Nadia et les hippopotames*.

¹ Un documentaire est néanmoins en préparation pour France 3.



Bernard Thibault à Bobigny avec Tangui Perron. - © David Métra

Dans la salle audiovisuelle des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (et grâce à la grande compétence de ses agents territoriaux), nous avons pu entendre, sur la durée, les analyses de Bernard Thibault, à la fois précises et subtiles – loin de la logorrhée de certains anciens combattants du mouvement social¹. Les extraits des films projetés (deux films amateurs du Lot et du Limousin, un court métrage et un extrait de documentaire) n'étaient pas là seulement pour illustrer des propos mais aussi pour élargir les questionnements, révéler les aspects sociétaux, conviviaux et souvent joyeux de la grève, autrement invisibles². Cette table ronde étant ouverte aux échanges, Kamel Brahmi, membre de l'UD Cgt du 93, interrogea nos faibles capacités, aux sein de nos organisations, à analyser, contester et renverser les représentations médiatiques dominantes – ce qui ouvre effectivement un débat crucial. Les propos de Bernard Thibault tenus lors de cette table ronde seront bientôt visibles sur le site de Périphérie. (Ils ont déjà été partiellement repris dans *l'Humanité* du 21/12/2015).

La dernière rencontre à la Commune libre d'Aligre, bénéficiant



Didier Le Reste avec Tangui Perron à Aligre-© Nina Gripe

sans doute d'un bon bouche à oreille, fut la séance qui attira le plus de monde, avec un public plus divers. (Cette salle conviviale et autogérée est aussi située dans un quartier parisien encore populaire, à proximité de surcroît de la gare de Lyon et de la gare d'Austerlitz). Elle bénéficia également de la parole claire, argumentée (et parfois tonitruante) de Didier Le Reste et des interventions pertinentes de deux cheminots de la gare d'Austerlitz.

Après la projection du documentaire *Paroles de grève* (1996) d'Arnaud Soulier et Sabrina Malek, et en présence de cette dernière, le débat fut riche et constructif. L'intérêt suscité par les grèves

de 1995, la grande qualité de ce documentaire, nous incitent à envisager sérieusement de passer le plus rapidement possible la version longue de ce film, *Chemins de Traverse*.

La rareté des manifestations liées à cette anniversaire, l'importance de cet événement dont nous n'avons pas exploité toutes les promesses, nous encourage à poursuivre cet exercice de transmission et de réflexions, gages d'actions réussies et ô combien nécessaires.

Tangui Perron, chargé du patrimoine audiovisuel à « Périphérie »

¹ L'analyse n'empêche pas l'action. L'étude de l'Histoire n'interdit pas d'être aux prises avec l'actualité. Au contraire. A titre d'exemple (certes un peu facile), on remarquera que Bernard Thibault, avant de se rendre à la table ronde, a participé à la manifestation de soutien aux salariés d'Air France licenciés.

² Aspects, en définitive, également politiques.

TOUS ENSEMBLE À ALBI LE 12 DÉCEMBRE 2015 ! 1995-2015, 20 ANS DÉJÀ... PLUS HAUT, PLUS FORT



Une bonne cinquantaine de militants étaient réunis à la bourse du travail d'Albi le 12 décembre 2015 dans le cadre du vingtième anniversaire d'un des plus importants conflits que le pays ait connu.

Acteurs de 95 et de 2015 étaient censés réfléchir ensemble dans le cadre de la conduite des luttes, hier et aujourd'hui, afin d'être plus forts afin de gagner sur les revendications.

En présence de Gilbert Garrel secrétaire général de la fédération Cgt des cheminots, de Michel Bellières et Anne Milan Donelli secrétaires de l'union départementale, de représentants des instituts d'histoire sociale de la Cgt, de militants cheminots et d'autres entreprises l'enjeu était non pas de commémorer mais de célébrer une victoire et de s'appuyer dessus pour celles de demain.

Contrairement aux idées reçues chez certains, ce ne fût pas que le conflit des cheminots mais aussi celui de l'interprofessionnel contre le plan Juppé de casse de la sécurité sociale. Une exposition à partir de photos et de coupures de presse de la période permit aux uns et aux autres de revivre, quelques instants, une période riche aussi en émotion.

Des documents locaux étaient à disposition permettant de mesurer l'importance et de l'écrit et de la conservation des documents pour les générations futures.

Quelques autres, télévisuels, furent présentés permettant de mesurer à la fois les traitements médiatiques,

identiques aujourd'hui, mais aussi le fait que les questions sociales n'étaient pas absentes du paysage audiovisuel telle l'émission « polémiques » ou les représentants syndicaux battaient le fer avec les directions d'entreprise et les politiques.

Question de rapport de forces peut être...

Un débat, trop court, a permis de pointer les difficultés de la période actuelle mais aussi les pistes de développement des luttes dans un contexte social et politique particulièrement perturbé.

Gilbert Garrel a rappelé dans le débat l'importance pour la Cgt, dans le cadre de la préparation du prochain congrès confédéral, de s'atteler à deux dimensions de notre activité :

- Se réapproprier la dimension politique du syndicalisme,
 - Construire avec nos syndiqués les rapports de force dans l'unité indispensable malgré les rancœurs et les difficultés relationnelles avec les autres organisations.
- Michel Bellières s'est pour sa part attaché à rappeler les dangers du corporatisme et le besoin fort de fraternité dans notre organisation.

Et comme il est de tradition, c'est autour d'un verre et d'un repas que les discussions se sont poursuivies.

Daniel Auberger

